



Invention-Québec: la chance de réussir pour Jean Baulne et tous les "rêveurs pratiques"

par Denis MASSE

"Les hommes d'affaires du Québec, malheureusement, ne semblent pas éveillés aux possibilités de profits que présente le petit inventeur québécois; ils préfèrent acheter des obligations ou tout simplement gaspiller des fonds à Las Vegas."

L'homme, encore jeune, qui tient ces propos aigres-doux, c'est Jean Baulne, un ancien des "Baronets", groupe de chanteurs qui a été dissous il y a cinq ans après avoir connu certaine gloire et un succès certain.

Devenu éditeur de disques (ce qui n'a rien à voir avec le reste), Jean Baulne a une bonne demi-douzaine d'idées qui ne demandent qu'à être traduites en produits finis avant de séduire les consommateurs.

De ces heureuses trouvailles, par exemple, "deux sont couvertes par une "protection provisoire". On peut donc en parler librement. D'autant plus que les prototypes sont à la veille d'être réalisés.

Donc, deux "bonnes idées": la première se présenterait sous forme d'article ménager et rendrait service dans la cuisine, mais aurait aussi une vocation commerciale dans les bars, les tavernes, les restaurants; il s'agit d'un décapsuleur électrique qui vous enlève deux bouchons de bouteilles d'eau gazeuse sans effort et en un tour de main. Une variante du même instrument servirait à déboucher les bouteilles de vin et éliminerait tous les tire-bouchons connus.

A côté de l'ouvre-boîte électrique que possèdent maintenant toutes les ménagères, le décapsuleur de Jean Baulne évitera bien des soucis au moment de servir à boire.

L'autre article fera le bonheur de tous les jeunes qui jouent au hockey et aiment à perfectionner leur tir sur la cage du gardien de buts.

Souvent, la difficulté pour les jeunes est de trouver un copain qui accepte de garder les buts pour les périodes d'entraînement.

L'invention de Jean Baulne répond à ce besoin courant: désormais, les jeunes s'en vont au parc ou même descendent tout simplement dans la ruelle avec "leur" gardien de buts sous le bras. Il s'agit d'une toile sur laquelle est peint un gardien de buts grandeur nature, et que l'on accroche à la barre supérieure de la cage. On déroule la toile et le gardien de buts apparaît en couleurs avec tout son attirail. Des trous pratiques aux endroits stratégiques invitent le joueur à lancer sa rondelle là où il veut apprendre à déjouer le gardien.

On prédit un bel avenir à ces deux articles.

Mais le hic, c'est de trouver un industriel capable de jauger les risques mais capable aussi, moyennant certain investissement, de mettre le produit sur le marché et d'en faire un succès de vente.

Le Québec compte des milliers de petits inventeurs qui ne verront jamais leur trouvaille réalisée, faute de capitaux ou par manque d'organisation.

"C'est très décevant", dit Jean Baulne; "l'industriel a tendance à exiger un produit fini, mais si tu n'as pas \$1,000 à mettre sur une invention, tu restes avec ton idée; et puis, finalement, au bout d'efforts et de démarches de toutes sortes, tu p. rds toute motivation et tu en reste là."

Sur la route de l'inventeur

Heureusement, depuis trois ans, une entreprise à caractère non lucratif aide les inventeurs du Québec à percer. Du moins, à obtenir les premières protections, à métamorphoser leur idée en prototype.

Née d'un projet d'Initiatives locales, Invention-Québec poursuit désormais une carrière indépendante au service des inventeurs. L'entreprise demeure essentiellement une association à caractère non lucratif, d'après une incorporation en vertu de la 3ème partie de la Loi des compagnies.

C'est là que Jean Baulne a frappé en premier lieu, muni de ses idées et de ses dessins.

D'autres que lui ont trouvé chez Invention-Québec, rue Jarry, un accueil sympathique. L'organisme dirigé actuellement par Mme Marguerite Tremblay, son mari et son fils, étudie d'abord les projets à leur mérite, puis ouvre les portes jusqu'à l'obtention du brevet.

Invention-Québec traite actuellement une bonne centaine d'inventions, en accord avec leurs auteurs. Ses tablettes et ses armoires regorgent de dessins, graphiques, prototypes qui témoignent des talents dispersés du Québécois moyen impatient d'aboutir à quelque chose.

C'est ainsi que le bureau travaille actuellement à la mise sur le marché d'une cuillère à spaghetti, une trouvaille qui élimine les prouesses acrobatiques de l'amateur de cette pâte alimentaire.

C'est un gadget intéressant. Mais d'autres inventions sont plus sérieuses. Par exemple, celle de cet ingénieur qui a mis au point une pompe thermique qui tire la chaleur du sol. Avec cette pompe, on pourrait chauffer les maisons tout en éliminant les combustibles, les cheminées, la pollution.

Ici, l'inventeur a déjà déboursé \$10,000 et en est toujours pour ses frais. C'est parfois très long avant d'accoucher concrètement d'une invention.

Invention-Québec a prouvé au moins une chose jusqu'ici, soit le besoin réel d'un organisme gouvernemental au service de l'inventeur. En France, par exemple, une telle institution existe. Elle est connue sous le nom de "Anvar".

Un inventeur québécois a obtenu grâce aux démarches de cette société française un contrat de fabrication pour son fil de laine plus doux que tout ce qui existe de doux sur le marché actuel de la laine. Faute de trouver ici au Québec un débouché pour son invention, après avoir frappé à toutes les portes possibles, notre tisserand s'est fait entendre en France et a été écouté. C'est donc de France que



Jean Baulne, un ancien des "Baronets", présente une nouvelle invention de son cru: un décapsuleur électrique qui enlève le bouchon d'une bouteille d'eau gazeuse en un tour de main et sans effort. Le prototype a un aspect rudimentaire, pour le moment, mais il fonctionne!

nous viendra cette laine d'ici peu de temps.

"Nul n'est prophète en son pays", dit un vieil adage. "Mais

faut que ça change", opine Mme Tremblay.

Le CRIQ, une institution du gouvernement du Québec, propose une

amorce. Certaines inventions du Québec, comme le tire-bouchon de Jean Baulne, le moteur rotatif de Jean St-Germain, la pompe thermique de l'ingénieur Quintal sont maintenant étudiées dans les laboratoires du CRIQ.

Mais le CRIQ se définit lui-même comme étant davantage au service de l'industrie que de l'inventeur.

Le Club des inventeurs

Invention-Québec propose pour \$25 à chaque nouvel adhérent une carte de membre de son Club des inventeurs. La cotisation annuelle donne droit à tous les services réguliers de l'entreprise.

Les services techniques d'Invention-Québec étudient confidentiellement l'invention, avec l'aide de l'inventeur, et préparent les textes et les dessins nécessaires à la poursuite de la recherche. Si utiles, des conseils techniques sont donnés à l'inventeur.

Si l'inventeur le désire, des recherches sont entreprises au Bureau des brevets, à Ottawa, afin de s'assurer de l'existence d'un brevet canadien ou américain touchant l'invention proposée. Ces recherches coûtent \$75.

Vient ensuite le "British Provisional", ou, si l'on veut, une espèce de protection temporaire dans plus de 80 pays du monde. C'est une espèce de priorité préliminaire au brevet. Ça coûte \$125.

Invention-Québec propose également un adressage sélectif, c'est-à-dire qu'un texte présentant le détail complet de votre invention est adressé, de même que vos offres, à toutes les compagnies intéressées en Amérique du Nord.

Sur soumission, Invention-Québec peut également confectionner des plans industriels de l'invention pour sa fabrication éventuelle. Des artistes sont également au service de l'inventeur pour présenter l'oeuvre aux industriels et pour en faire la promotion.

Enfin, le prototype peut être construit grâce aux services d'un technicien-bricoleur.



M. Yvon Simard, président démissionnaire de la Société générale de financement du Québec.

Yvon Simard quitte la SGF

par Denis GIROUX

La Société générale de financement du Québec (SGF) est de nouveau à la recherche d'un président.

Yvon Simard, président de cette société d'Etat à l'histoire mouvementée, vient en effet de remettre sa démission "pour raisons de santé".

Ce faisant, Simard quitte également la présidence de Marine Industries, une filiale à 57 pour cent de la SGF.

Yvon Simard, un homme d'affaires qui avait fait ses preuves dans le secteur de l'entreprise privée, avait succédé en novembre 1972 à Jean Deschamps sous la présidence duquel la SGF avait connu passablement de difficultés. La SGF avait été complètement étatisée en 1972, le gouvernement québécois rachetant la part de la SGF détenue par un public désabusé de sa performance.

Avant Deschamps, qui dirige aujourd'hui la délégation du Québec à Bruxelles, c'était Gérard Filion qui avait assumé la direction de la SGF, dont la création remonte à 1963.

La démission de Simard (qui, soit dit en passant, n'est pas membre de la famille Simard de Sorel, la belle-famille du Premier ministre Robert Bourassa) vient après la publication d'une série de scandales liés à l'obtention de façon fort controversée de contrats de dragages par Marine Industries.

Les rumeurs quant au mauvais état de santé de Yvon Simard semblent cependant confirmées par la façon dont il a dû se retirer récemment des négociations entourant la faillite possible de la chaîne de magasins alimentaires Marché Union. Simard détenait 23 pour cent de Marché Union. Selon des gens impliqués dans l'affaire Marché Union, il a dû se retirer du dossier pour raisons de santé.

Annonçant la démission de Simard, le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre, a dit qu'elle survenait au moment où la SGF "semblait s'orienter vers une nouvelle phase de prospérité".

"Le bilan consolidé", dit la déclaration du ministre, "semble en effet annoncer cette année des profits assez intéressants."

"Ces profits se comparent à une perte de \$6 millions en 1973-74 et à des pertes assez considérables au cours des années précédentes."

M. Raymond David, directeur général de la SGF, assume pour le moment la présidence. Certains voient en lui un candidat logique pour succéder à Simard.

A la SGF depuis neuf mois, M. David joint à une expérience dans l'industrie privée de bonnes relations avec les milieux gouvernementaux.



Le jour n'est peut-être pas loin où les jeunes hockeyeurs du Québec utiliseront la dernière invention de Jean Baulne: un gardien de buts peint sur toile, donc toujours disponible. Un dessinateur d'Invention-Québec est en train d'en faire la présentation artistique.



TRUST GÉNÉRAL

paie sur les dépôts de 5 ans

Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-Dépôts du Québec

8 3/4%

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA
900 WEST BAY, MONTRÉAL, QUÉBEC • 866-3641
10, RUE SAINT-JACQUES, MONTRÉAL • 866-9841
1, VINCENOT D'INDY, OUTREMONT • 735-3555
2854, CHEMIN CHAMBLAY, LONGUEUIL • 670-0011

Vous pouvez utiliser ce coupon et le poster avec votre chèque à l'un de nos bureaux.

Ci-joint mon chèque au montant de \$ (minimum \$500,00) pour lequel vous voudrez bien émettre un certificat de dépôt garanti pour une durée de 5 ans, au

Nom de _____

No. _____

Ville _____

Code postal _____

Signature _____

Date _____

Ces bulletins sont susceptibles de changer sans avis mais n'altèrent pas votre engagement.

Entre l'économie et le social, un perpétuel conflit — Alfred Rouleau

Président du Mouvement Desjardins, M. Alfred Rouleau vient de dire non à la carte de crédit. C'est, selon lui, un "tournant décisif" dans l'histoire du mouvement qui fête ses 75 ans. Peut-on, à partir de cette décision, faire des projections pour l'avenir? Dire, par exemple, que le social sera privilégié par rapport à l'économie? Dans ce cas, quel est le sens de la construction du Complexe Desjardins à Montréal? Avant l'ouverture du congrès annuel du mouvement qui se tient actuellement à Québec, le journaliste Normand Lassonde a rencontré M. Rouleau pour faire le point.

Q. Avec 55 milliards d'actif, le Mouvement Desjardins est devenue une institution financière d'envergure. Ne devrait-elle pas être administrée comme telle, avec une centralisation des pouvoirs de décision?

R. Ce serait nous dénaturer que de faire comme les autres. Nous ne devons pas oublier que nous dépendons des 1.261 caisses du Québec. Évidemment, ça pose des problèmes qu'une banque n'a pas: elle peut décider de baisser ou d'élever ses taux d'intérêt au même moment dans toutes ses succursales. Parce que les caisses sont autonomes, elles sont libres d'agir comme elles l'entendent.

Q. Cela pose un problème d'autorité assez sérieux?

R. Dans mon langage à moi, j'appelle ça un Parlement en petit. Nous n'avons pas, à la Fédération, l'autorité d'un conseil d'administration. Pour les grands projets, il faut continuellement consulter la base. La participation, c'est ça. La démocratie, c'est ça. Les personnes qui viennent à la Fédération sont des gens de la base. Nous devons apprendre à travailler ensemble.

Q. On imagine que, dans un tel contexte, l'équilibre entre les impératifs économiques et l'engagement social soit relativement difficile à maintenir?

R. Tant que le mouvement demeurera coopératif, il y aura toujours des tensions entre l'économie et le social. Il y a des domaines où on peut fonctionner strictement dans la perspective économique, comme lorsqu'il s'agit de doter notre réseau de caisses d'un système d'informatique. Quand il est question de technique, il n'y a pratiquement

pas de problèmes: mais quand on parle des grandes orientations, il y a un perpétuel conflit entre les deux. Par exemple, quand nous avons décidé de construire le Complexe Desjardins à Montréal, on nous a reproché de mettre de l'argent dans un monument plutôt que de construire des habitations à loyer modique.

Q. Alors, de quelle façon traduisez-vous votre engagement social?

R. Les banques ne se sont jamais intéressées aux gagne-petit. Elles disent que ce n'est pas rentable d'ouvrir une succursale dans les villages éloignés. Nous, nous y allons même si ça ne rap-

porter pas une fortune. Nous donnons des services à des gens qui, autrement, n'en auraient pas. Nous aidons les petits salaires.



Q. Par contre, il vous arrive de négliger ceux qui ont un revenu plus élevé...

R. C'est-à-dire?

Q. Je fais allusion à une enquête qui a démontré qu'en-dessous de \$9,000, vos membres ne font affaires qu'avec les Caisses populaires, mais qu'une fois ce chiffre atteint, ils ouvrent des comptes à la banque et, qu'au-dessus de \$15,000, ils transigent la plus grande partie de leurs affaires avec les banques?

R. Ça ne nous dérange pas du tout que les banques aillent chercher ceux qui ont plus d'argent. Ceux qui nous intéressent, ce sont les gagne-petits.

Q. En dépit des limites que vous pose la formule coopérative, pouvez-vous arriver à structurer le "management" de la Fédération?

R. J'accorde beaucoup d'importance au "management". Depuis que je suis président du mouvement, c'est à cela que j'ai attaché le plus d'importance:

créer de meilleures structures pour favoriser une meilleure administration. Il y a bien sûr un problème d'hommes, parce que le secteur économique a été délaissé depuis des siècles par les Canadiens français: mais nous y arrivons. Par exemple, nous avons créé un département de Recherche et développement, de qui relève l'étude de la carte de crédit, le système Inter-caisses, le lancement de l'épargne-logement.

Q. Au niveau des caisses, le problème semble plus aigu?

R. Les caisses sont une émanation du milieu dans lequel elles sont implantées. A cause de cela, il est impensable que ce soit Lévis qui décide de nommer tel gérant dans telle caisse. Cependant, parce que les opérations des caisses deviennent de plus en plus complexes, les gérants doivent être à la hauteur. S'il y a certaines faiblesses au niveau de l'administration, nous nommons un ancien inspecteur comme gérant ou nous fournissons un conseiller au gérant déjà en place.

Q. Par rapport aux banques ou aux autres institutions financières, on a l'impression que vos "produits" arrivent toujours en retard. Je prends l'exemple du plan d'épargne-retraite que vous offrez seulement depuis janvier dernier alors que d'autres l'offrent depuis plus d'une année?

R. Oui, mais nous sommes en avance dans l'informatique.

Q. L'un n'empêche pas nécessairement l'autre?

R. Ça rejoint ce que nous disions plus tôt. Dès que nous devons consulter nos membres, ça prend un peu plus de temps. Par contre, pour l'épargne-logement, nous sommes en avance sur la loi.

Q. La création de la Société d'investissement Desjardins a été un peu lente aussi?

R. Je crois que c'est un peu différent. Nous avons étudié très en profondeur les organismes semblables. Nous ne voulions pas d'une deuxième SGF. Nous allons plus lentement. S'il faut qu'on prenne cinq ans pour asseoir la SID sur des bases solides, nous prendrons cinq ans. Nous ne voulons pas faire faillite.

Q. Les grands travaux de construction ont tous subi les contrecoups de l'inflation. Certains projets ont dû être retardés; d'autres ont été simplement abandonnés. Quelle est la situation pour le Complexe Desjardins à Montréal?



Alfred Rouleau: "Les caisses sont une émanation du milieu dans lequel elles sont implantées. A cause de cela, il est impensable que ce soit Lévis qui décide de nommer tel gérant dans telle caisse."

R. Le coût ne dépassera pas \$200 millions. Nous avons été très chanceux parce que les contrats avaient été donnés avant la grande période d'inflation. Le béton de la base ne nous a pas coûté un cent de plus et seulement 10 pour cent de l'acier a été acheté à prix d'inflation. Nous estimons que si nous vendions le Complexe Desjardins, même inachevé, nous pourrions réaliser un gain en capital de l'ordre de \$100 à \$200 millions.

Q. Pour un projet d'une telle envergure, on suppose que les lobbyistes ont dû activer...

R. Vous savez, je suis un homme direct qui n'apprécie pas tellement les jeux de couloirs. Je complique énormément le travail des lobbyistes parce que je ne fais partie d'aucun club social ou organisation du genre! Dans ce genre de projet, l'argument est toujours le même: confiez-nous la gérance du projet et nous vous garantissons l'accès au marché financier américain. L'argument peut se tenir si personne d'autre n'est capable de réaliser le projet. Nous pensions, au contraire, qu'il y avait des compagnies canadiennes-françaises très compétentes pour faire le travail. Et nous avons donné le contrat de gérance à l'une d'elles.

Q. Quelle est votre impression personnelle d'un grand projet comme celui-là?

R. A la télévision, j'ai suivi toute la série du grand défi canadien de la construction du chemin de fer du CP. J'ai trouvé cela incroyable. Une fois que les grandes œuvres sont complétées, on les prend pour acquises. On oublie vite les efforts et les risques courus par les bâtisseurs. Nous avons aussi nos grands projets au Québec: Lévesque avec la Manie; maintenant la base James. Je me demande si les hommes qui les entreprennent le font uniquement avec des données réalistes. Je pense qu'il y a une bonne part de rêve et d'audace dans tous ces grands projets.

Q. Avez-vous d'autres grands projets à annoncer à court terme?

R. Non, au Mouvement Desjardins, nous sommes en période de consolidation.

Avec SIC, les Caisses pop sont entrées dans l'ère de la révolution électronique

par André CHENIER

Le souci de simplifier, normaliser et rationaliser des opérations comptables plus diverses que celles des banques — différences inhérentes à la nature des transactions et à leur statut d'institutions administrativement auto-

nomes — a conduit les Caisses populaires Desjardins à échauffer, au Québec, le plus vaste et le plus important réseau de télétraitement des données au monde, après ceux du Japon et de la Grande-Bretagne.

En cinq ans, 374 des 1.261 Caisses

que regroupent dix Unions régionales et la Fédération de Québec des Caisses Desjardins, qui célèbrent cette année leur 75e anniversaire de fondation, ont été reliées par 1.236 terminaux à un ordinateur IBM 370-158 (le plus récent modèle), installé Place Ville-Marie, à Montréal, mais destiné à déménager Place Desjardins.

Les 374 caisses desservent plus de 2.000.000 de membres sur un total actuel de plus de 3.000.000, soit plus des deux-tiers des sociétaires, et commandent également plus des deux tiers de l'actif total des caisses, qui s'élève à \$5 milliards. Le rythme d'intégration des caisses à SIC (système intégré des caisses) a d'ailleurs été plus rapide que prévu: d'une quarantaine par année qu'il devait être lors de l'inauguration du premier terminal à la Caisse d'Anjou (avril 1970), il est rapidement passé à 80 ou 100 par année.

L'accroissement constant du nombre de sociétaires et du volume d'affaires (2.080.219 transactions traitées durant la seule semaine du 20 janvier) conduira vraisemblablement à l'utilisation d'ordinateurs de plus forte capacité en 1976 ou 1977.

Historique de SIC

M. Marc Lemieux, directeur général adjoint, contrôle et gestion, à la Fédération de Québec, et M. Simon L'Heureux, du service de normalisation, nous racontent les origines de SIC.

"La comptabilité des Caisses est mécanisée depuis les années 1950, de noter M. L'Heureux. Mais il s'agissait de simples machines pour la tenue des livres et, en 1965, année où les appareils de télétraitement en direct commençaient à pénétrer le marché canadien, les Caisses populaires avaient déjà investi plus de \$2.5 millions dans les machines comptables. En décembre 1965, le conseil d'administration de la Fédération décida de créer un comité pour l'étude des besoins de mécanisation."

Formé de représentants de la Fédération, des Unions régionales et des caisses, ce comité commença par visiter les manufacturiers de "hardware" (ordinateurs) ayant des succursales au Québec, mais se rendit rapidement compte que le produit offert, avec sa composante obligatoire la programmation ("software"), convenait davantage à la comptabilité et aux besoins des banques qu'à ceux des Caisses populaires.

"Une différence essentielle entre nous et les banques, d'expliquer M. L'Heureux, c'est que, dans les Caisses populaires, 50 pour cent des transactions se font au comptoir tandis que,

dans les banques, la plupart des transactions se font par chèque. L'électronique bancaire a un chiffre spécifique pour chaque opération bancaire. C'est dire que la programmation type qu'on nous offrait ne pouvait, à cet égard, nous convenir."

Autre différence notable entre les banques et les caisses: les taux d'intérêt. Chaque caisse étant administrativement autonome, elle a le pouvoir de fixer elle-même le taux d'intérêt qu'elle juge à propos d'appliquer. Les banques, elles, ont des taux d'intérêt généralement uniformes et déterminés au siège social.

Bref, s'il convenait aux banques, le système de télétraitement conventionnel "hardware-software" ne répondait pas aux besoins particuliers des caisses, et il fallait centraliser une information abondante sans pour autant empiéter sur la liberté individuelle des caisses (décentralisation des services) ou violer la confidentialité propre à chaque cellule.

Non seulement fallait-il réaliser des opérations comptables conformes à la structure particulière des caisses: il était aussi question de lier à ces opérations la gestion des caisses aux niveaux local, régional et provincial: d'employer le télétraitement pour mieux connaître les sociétaires et pour obtenir des données démographiques et sociologiques permettant, de fournir les services les plus appropriés.

Approchée, la compagnie IBM offrit d'apporter des modifications au système envisagé, mais les modifications consistaient surtout à raccorder des ordinateurs en série pour la centrale de télétraitement ce qui, à la longue, eut pu s'avérer fort dispendieux. Par ailleurs, la programmation conventionnelle restait inadéquate pour les Caisses populaires.

"Trois choix s'offraient alors à nous, de dire M. Lemieux: rester avec IBM, aller voir une autre compagnie ou décider d'utiliser qu'un seul ordinateur principal (avec un ordinateur de soutien) pour toutes nos opérations, et programmer nous-mêmes cet ordinateur en fonction de nos besoins particuliers." Cette dernière solution fut retenue.

Un contrat conclu en 1969 désignait IBM comme fournisseur des ordinateurs 370-158 et des terminaux à clavier modèle 2970-8, et les Caisses populaires se voyaient attribuer leur propre service de programmation.

Service-bureau

Un programme-maitre (superviseur) fut élaboré, le OS-SIC, ainsi qu'un

autre programme chiffré, le SIC-plus, pour tenir compte de l'accroissement de services comme celui des Inter-caisses.

"Le contrat intervenu avec IBM", de noter M. Lemieux, "n'était pas un pur contrat de location d'équipement impliquant un investissement initial assez substantiel, mais un contrat de service-bureau selon lequel les caisses intégrées se partagent équitablement les frais de location du central et des terminaux à raison de tant par folio (un folio par sociétaire) par mois. De la sorte, les petites caisses intégrées ne payent pas pour celles qui comptent plus de sociétaires."

La somme que paye chaque caisse vient du trop-perçu entre les revenus et les dépenses de la caisse. Depuis 1973, ce montant — variable, mais qui équivaut à environ \$2.46 par année au 8 janvier dernier — est payé à la Fédération qui offre aux caisses divers services, dont celui du télétraitement.

De préciser M. Lemieux: "S'il est vrai que le télétraitement accusait un déficit accumulé de \$1.7 million à la fin de l'exercice financier 1973, les frais d'organisation y sont pour une bonne part. Ce déficit sera probablement un peu plus élevé pour 1974, mais nous prévoyons qu'il sera totalement amorti en cinq ans et nous croyons même qu'il y aura un excédent de quelque \$800.000 en 1978. C'est un bon placement."

Fonctionnement de SIC

"Une véritable révolution", renchérit M. L'Heureux. "Songez qu'il n'existait rien de semblable auparavant et que le système le plus rapproché de SIC, sur une base beaucoup plus restreinte, est celui d'Alsace-Lorraine. Contrairement aux banques, toutes les transactions du membre à capital social sont télétraitées par référence à un seul folio électronique: que ce soit le capital social, l'épargne-chèque (avec opération), l'épargne stable (ou véritable), l'épargne à terme, la reconnaissance de dettes ou le prêt hypothécaire."

"Il en va de même des sous-services, comme ceux de la caisse de Noël, de la caisse de vacances, du plan d'épargne-retraite, du plan d'épargne-logement qui se rattachent tous à l'épargne stable."

"Le sociétaire peut avoir jusqu'à 29 comptes distincts à des taux d'intérêt distincts, l'ordinateur central s'y reconnaît sur référence au folio." Les comptes des caisses intégrées s'élèvent à \$4.648.792 pour 2.051.670 membres à la fin de 1974, et le maximum

théorique qui puisse être traité serait de 50 millions.

En quelques secondes, le SIC enregistre automatiquement un dépôt ou un retrait, crédite ou débite le compte du membre et celui du caissier, valide le document original et forme le ruban-terminé (conservé par mesure de précaution), met le livret à jour, crédite le compte du grand livre et débite le compte encaisse de la caisse pop et intègre les deux comptes du grand livre aux états financiers.

Le personnel de la caisse est, à toutes fins pratiques, délivré de la fastidieuse comptabilité et peut se consacrer à des rapports plus personnels avec le client.

Sous l'aspect gestion, le SIC permet de contrôler plus efficacement les opérations des caisses, d'administrer les prêts, d'établir les états financiers, d'administrer les prêts, d'établir les états financiers, d'administrer les dépôts et de procéder aux analyses statistiques nécessaires, soit aux relations entre les caisses ou aux relations avec leur clientèle, soit à la diversification des services, soit encore à la politique d'investissements et aux efforts de développement régional.

Service Inter-Caisses

Le service Inter-Caisses est le premier développement concret et original de l'utilisation de l'électronique pour la bonne gestion des Caisses populaires.

C'est un service dit de convenance parce qu'il facilite les transactions dans une population qui aime de moins en moins se déplacer.

Établi expérimentalement en 1972 avec la Caisse Laurier et neuf autres caisses de Ste-Foy, ce service permet à un sociétaire d'une caisse de traiter avec une autre caisse principalement pour les dépôts, les retraits et la mise à jour de son livret.

A l'heure actuelle, 114 caisses intégrées de l'Union régionale de Montréal et 70 de l'Union régionale de Québec dispensent ce service, en passant par l'ordinateur central de Montréal, mais les caisses de la région métropolitaine transigent uniquement entre elles, comme celles de Québec. Toutefois, le premier mai prochain, le service Inter-Caisses sera établi à l'échelle de la province et regroupera 400 caisses intégrées. Le nombre des caisses intégrées croît de jour en jour, et une dizaine de caisses ontariennes sur 80 font déjà partie de SIC. Il est aussi question d'intégrer celles du Nouveau-Brunswick.

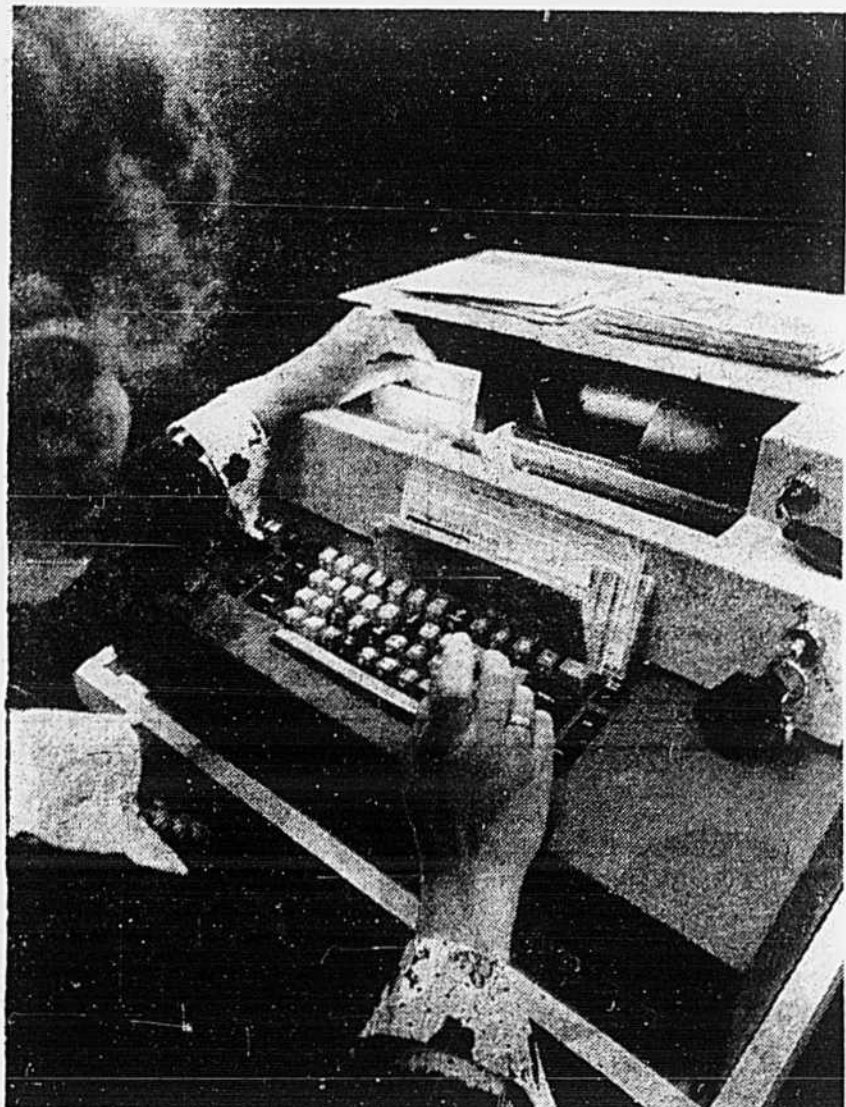


photo Pierre McCann, LA PRESSE

Mme Muriel Gallichant, de la Caisse populaire de Lévis, caisse intégrée dispensant le service Inter-Caisses, "refile" une série de chèques de compensation au "terminal" IBM qui les transmettra en un clin d'oeil à l'ordinateur de Montréal. Ce dernier en fera rapidement le tri et la classification. Le "terminal" à clavier 2870-8 est relié à l'ordinateur par câbles téléphoniques ou par micro-ondes. On prévoit que, pour les petites caisses, le 2970-8 sera remplacé par le 3600 annoncé par IBM, techniquement plus avancé parce qu'il fournit les données sur écran, mais moins dispendieux parce qu'il se présente sans le mécanisme servant à la mise à jour du livret.

Après une étonnante reprise, Richelieu a l'intention de fusionner avec Métro

par Michel ROESLER

Après avoir frôlé la faillite, il y a trois ans, les Epiceries Richelieu Ltée tiennent aujourd'hui une place prépondérante sur le marché de Montréal. Place que cette entreprise aimerait agrandir davantage en fusionnant, par exemple, avec Marché Métro, comme l'a déclaré



à LA PRESSE son administrateur général, M. Jacques Biron.

Les Epiceries Richelieu sont une coopérative regroupant 206 commerçants.

A la fin des années '60, à la suite d'une gestion médiocre, l'entreprise a progressivement perdu de son efficacité et, parallèlement, ses revenus sont descendus pour atteindre et dépasser le seuil critique.

En 1971, le fonds de roulement de Richelieu enregistrait un déficit de \$100.000. A la fin de 1974, le

fonds de roulement était de \$1.400.000.

A cette même époque, les Epiceries Richelieu Ltée écoulèrent 40.000 caisses par jour. Aujourd'hui, ce chiffre est passé à 120.000 caisses.

L'inventaire s'établissait à \$750.000. Il est actuellement de \$3 millions environ.

"Cette année, précise M. Biron, les bénéfices ont été améliorés de plus de 400 pour cent, alors que les ventes se sont accrues d'environ 33 pour cent. Ce qui a amené la compagnie à augmenter son réinvestissement de 45 pour cent."

Il ajoute: "Malgré le financement d'un inventaire de valeur accrue par l'inflation et à des taux d'intérêt en croissance rapide, Richelieu-Sélect a réussi à abaisser ses frais d'environ 65 pour cent par rapport à l'an dernier."

Selon M. Biron, il n'y a pas de miracle dans cette "renaissance" de l'entreprise. La clé de la réussite de Richelieu-Sélect vient d'une gestion plus rationnelle.

Ainsi, l'amélioration du procédé de contrôle du profit brut basé sur l'examen de la facturation à la sortie de l'entrepôt, a permis d'obtenir des données assez exactes sur les stocks et d'éviter toutes sortes de pertes ou d'erreurs.

Cette analyse constante a aidé Richelieu-Sélect à améliorer son profit brut d'environ 60 pour cent. Les ventes en 1974 ont atteint \$69.789.091 comparativement à l'an-



M. Jacques BIRON, administrateur général des Epiceries Richelieu Ltée.

née précédente ou elles étaient de \$52.536.143.

Une grande part de cette différence est due à l'inflation; néanmoins, si on enlève la part de l'inflation, soit environ 12 pour cent, il reste une marge de progression non négligeable.

Le profit net en six mois a grimpé de plus de \$300.000.

Ce qui fait dire à M. Biron: "Richelieu-Sélect a obtenu la meilleure

performance d'augmentation dans tout le Québec, en 1974."

Pour 1975, il espère améliorer ce score parce que, dit-il, "toute notre organisation est planifiée de A à Z".

"Notre planification permettra d'atteindre des objectifs distants qui assureront la maximisation des profits à long terme. Nos bénéfices à court terme sont quelque peu différés pour avantager une certaine politique de réinvestissement. Certains de nos concurrents ne cherchent à satisfaire que la demande du moment et ne s'intéressent qu'à la commercialisation d'aujourd'hui. Leurs efforts de gestion ne consistent, trop souvent, qu'à maximiser les profits à court terme, par la hausse des prix, pendant les bonnes années, pour jeter de la poudre aux yeux."

Cependant, M. Biron estime que l'élaboration de ce programme présente malgré tout des difficultés. Comme la nécessité d'un système de communication élaboré et coûteux (télétraitement M.S.I.) et les difficultés de répartition équitable des coûts entre les membres.

L'optimisme étant de règle, M. Biron pense que ces difficultés disparaîtront bientôt, notamment grâce à l'emploi d'un ordinateur plus puissant (IBM 370-115).

Pour l'heure, l'administrateur général de Richelieu-Sélect voudrait voir son entreprise fusionner avec Marché Métro, dont la formule est analogue.

Marché Métro, avec ses quelque 300 membres, est aussi une coopérative d'épicerie et son implantation se trouve, comme pour Richelieu-Sélect, principalement dans la région métropolitaine. "Nous avons déjà des points communs", déclare M. Biron, "fervent partisan de cette union."

En effet, l'on considère que dans un commerce d'épicerie il existe quatre secteurs: l'épicerie à proprement parler, les viandes, les fruits et légumes et les livraisons.

Mis à part le secteur de l'épicerie, Richelieu et Métro ont déjà des liens (ou vont en avoir) dans les autres.

Pour les viandes, Richelieu et Métro sont associés à 50 pour cent chacun dans "Boeuf Mérite".

Ils sont aussi associés dans un groupe d'achat, Le Groupe d'achat des Epiciers de Montréal.

Actuellement, ils organisent conjointement un centre de distribution de fruits et légumes qui fonctionnera à compter de 1976.

Lorsque la situation de Richelieu était mauvaise, Métro a cherché à l'absorber. "Aujourd'hui", de dire M. Jacques Biron, "notre situation est excellente, ce serait le bon moment pour envisager une fusion que tout le monde souhaite".

Cette fusion réduirait les frais d'exploitation des deux entreprises qui entretiennent deux conseils d'administration, disposent chacune d'un ordinateur de \$150.000 et possèdent deux services d'achat.

Construction domiciliaire: le pire hiver en huit ans

OTTAWA (PC) — Selon la Société centrale d'hypothèques et de logement, l'industrie de la construction domiciliaire aura connu son pire hiver en huit ans.

Les constructeurs, au cours de la période décembre-février, ont mis en chantier 21.522 unités domiciliaires, ce qui représente la moitié des chiffres enregistrés pour la même période l'an dernier.

Le minimum record, 18.152, a été enregistré au cours des mois d'hiver 1966-67.

Ces chiffres ont été compilés pour les municipalités comptant au moins 10.000 âmes.

En février, on compte 5.031 mises en chantier, soit une chute de 44 pour cent par rapport à février 1974.

Cette situation dans le secteur domiciliaire est due essentiellement à la chute du nombre d'unités de logements mis en chantier. C'est là l'explication fournie par M. Eric Acker, conseiller spécial du ministre des Affaires urbaines, M. Barney Danson, en matière d'habitation.

Le ministère se propose de consacrer plus de temps cette année à l'application d'un programme d'habitation domiciliaire.

Il semble par ailleurs que le dépit tardif du budget fédéral aurait pu avoir un certain impact sur l'industrie de la construction. En effet, le budget de l'exercice financier se terminant le 31 mars a été déposé en novembre et il est toujours à l'étude au Sénat.

M. Acker a indiqué que son ministère a élaboré divers programmes qu'on met actuellement en application et que l'activité croît rapidement.

"Distinction de la Bonne Table par Holiday Magazine"

Le Veil Galant

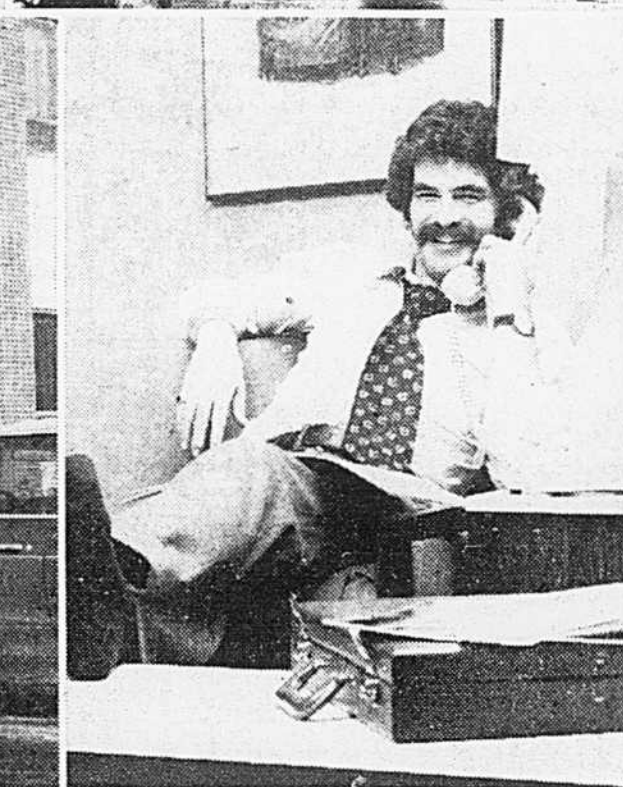
Dejeuners d'affaires
1425, rue Crescent
844-4155

LAMARRE, CATY, LÉVESQUE & MIREAULT LTÉE

courtiers
d'assurances agréés

3 Place Ville Marie Montréal H3B 2E5
Tél: 861-2661

commerce - industrie - avantages sociaux
service de prévention de sinistres



Cette annonce est publiée à titre de renseignement seulement.

Emission additionnelle

ABITIBI
\$57,000,000

La Compagnie de Papier Abitibi Ltée

Débitures 10½% à fonds d'amortissement, série E
(avec privilège de remboursement le 1 mars 1985, au gré du détenteur)

Débitures 11% à fonds d'amortissement, série F

Date d'émission: le 3 mars 1975 Date d'échéance: le 1 mars 1995

Prix: 100

Ces titres ont fait l'objet d'un placement privé par l'intermédiaire des soussignés.

Wood Gundy Limitée

Hyatt Regency: nouveau, luxueux et passionnant

La fine pointe de l'élégance. Une ambiance, des raffinements, une vie indescriptible. Quelque 697 chambres. Bars-salons et restaurants exceptionnels, telle la grande salle Truffles. Une immense salle de bal. Des salles de conférence sans nombre. Un enchantement continu: les montagnes, le port, le ciel bleu. En plein coeur du centre-ville.



HYATT REGENCY VANCOUVER

655 Burrard Street, Vancouver 1, B.C. Appelez votre agent de voyages ou signalez (604) 687-6543. A Calgary et Edmonton: Zenith 08645. A Winnipeg, Ottawa et Montréal: Zenith 00300. Cablogrammes: HYATT REGVCR. Téléc: 045-5475.

"5 voitures dans 4 villes en 3 jours? Pour le Wizard d'Avis mon problème n'était qu'un jeu d'enfant!"

Le Wizard d'Avis est notre système de réservations par ordinateur. Le meilleur dans le métier. Incroyablement rapide et précis, il peut confirmer la réservation d'une voiture dans le monde entier en l'espace de quelques secondes. Ainsi, quand vous venez prendre votre voiture, nous sommes prêts.

Si vous êtes un habitué de nos comptoirs de location, obtenez gratuitement votre numéro Wizard. Il vous permettra de réserver votre voiture

encore plus rapidement. Demandez un formulaire au comptoir Avis ou encore, écrivez au: Wizard d'Avis, Avis Rent A Car System, 4 Eva Rd., Etobicoke, Ontario M9C 2B1.

Secondés par notre infatigable Wizard, nous résolvons les problèmes de location les plus féroces. Et ça, c'est faire l'impossible!

Service Wizard au Québec et en Ontario: 1-800-261-2100, sans frais. Autres provinces, appeler le bureau Avis local.

On fait l'impossible

Avis.

Avis loue des voitures de toutes les marques, Chrysler en tête.

NOMINATION



Banque Canadienne Nationale



M. Yves Namy

La Banque Canadienne Nationale est heureuse d'annoncer la nomination de M. Yves Namy au poste de directeur du service de la Trésorerie et des Changes—section internationale.

L'affaire Bowater-Lacroix: Québec change d'idée, mais Ottawa n'en est pas informé

par Laurier CLOUTIER

Le gouvernement du Québec vient de changer d'idée à l'égard de la transaction entre la société britannique Bowater Paper Corp. et la compagnie Lacroix Inc. de Lévis.

Depuis le 20 août dernier, date de l'entente entre Bowater et Lacroix, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre, s'est opposé à cette transaction. Il a transmis, "il y a déjà un bon bout de temps", un document signé de sa main à l'Agence fédérale pour le contrôle des investissements étrangers.

Puis, vendredi dernier, "l'agence de tamisage" a annoncé qu'elle refusait l'acquisition de 70 p. cent des actions de Lacroix Inc. par Bowaters Newfoundland Ltd., une filiale de Bowaters Canadian Corporation, de Corner Brook, à Terre-Neuve, elle-

même une filiale de Bowater Paper Corp., de Londres, en Grande-Bretagne.

Mais, entre-temps, le gouvernement du Québec avait changé d'idée... sans en aviser l'Agence fédérale.

Des sources bien informées à Québec ont en effet déclaré à LA PRESSE que le Conseil des ministres a décidé d'étudier, mercredi dernier, cette transaction bloquée depuis sept mois.

Malgré l'opposition antérieure de M. Saint-Pierre, le Conseil des ministres a alors décidé d'approuver la transaction Bowater-Lacroix.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, responsable de ce genre de dossiers, devait se charger d'aviser l'Agence fédérale de ce changement d'attitude.

Mais, hier encore, l'agence n'avait pas été avisée de cette nouvelle décision du gouvernement du Québec par M.

Saint-Pierre, selon des sources dignes de foi. Si bien que la transaction demeure bloquée tant qu'une nouvelle demande n'aura pas été élaborée, ce qui pourrait durer des semaines.

Voici les faits.

Après plusieurs mois de négociations, une filiale canadienne du géant britannique Bowater conclut un accord à la fin de l'été dernier en vue d'acheter 70 p. cent des 1.4 million d'actions de Lacroix Inc., au prix de \$9.20 l'unité, pour un montant total d'environ \$9 millions.

Comme lors de toute transaction impliquant des intérêts étrangers, Bowater doit tout d'abord soumettre son offre d'achat à l'Agence pour le contrôle des investissements étrangers. Cet organisme fédéral se charge depuis plus d'un an de filtrer les prises de contrôle des compagnies du pays pour sauvegarder le "patrimoine" québécois et canadien ou, du moins, pour retirer le maximum d'avantages au Canada des capitaux étrangers.

Dans les documents confidentiels transmis à "l'agence de tamisage" à ce moment-là, et dont LA PRESSE a obtenu une copie, Bowater soumet qu'elle investira entre \$2.2 et \$23.2 millions d'ici 1978 dans Lacroix Inc. et des activités connexes, si la transaction réussit.

Ces investissements permettront à Lacroix Inc. d'étendre son marché, jusqu'ici presque limité au Québec, à tout le Canada d'ici 1978. Les ventes grimperont d'environ \$45 millions, en 1974, à \$200 millions en quatre ans. Le grossiste en quincaillerie de Lévis pourra ainsi créer au Québec, mais surtout au Canada, quelque 650 nouveaux emplois.

Bowater explique en outre dans ces documents que Lacroix Inc. "se trouve à un point tournant de son histoire: elle doit croître substantiellement en vue de survivre comme une entité juridique vigoureuse".

Des capitaux pour survivre

Mais si la petite compagnie veut prendre de l'expansion, elle doit s'attaquer vigoureusement aux marchés de ses concurrents, de grosses compagnies avec des ventes beaucoup plus importantes. Alors qu'elle a enregistré des ventes de \$36.3 millions en 1973, Lacroix Inc. doit maintenant, pour survivre, s'emparer du marché de Crane Co. (avec un chiffre d'affaires global de... \$947.1 millions), de Northern Electric Co. Ltd. (\$612.8 millions), de United Westburne Industries Ltd. (\$173 millions), de EMCO Ltd. (\$130.3 millions) et de Union Electrical Supply Co. Ltd. (\$61.1 millions).

Les dirigeants de la compagnie, les frères Lacroix, âgés d'une cinquantaine d'an-

nées, peuvent toutefois difficilement se permettre de réaliser eux-mêmes cette expansion dans le reste du Canada étant donné leur manque de connaissance de ces marchés et les limites de leurs disponibilités financières.

On comprend entre les lignes que MM. Marcel et Paul Lacroix, respectivement président du conseil et président de la compagnie, ne veulent pas risquer les capitaux qu'ils ont accumulés pendant toute leur vie sur un terrain incertain. Bowater précise d'ailleurs que le groupe britannique détient l'expertise lui permettant de s'atteler à cette tâche.

L'agence n'est pas seule

Mais devant une telle situation, "l'agence de tamisage" n'est pas la seule à étudier le dossier et à prendre une décision.

L'Agence fédérale doit en effet obtenir les recommandations du gouvernement de la province concernée, en l'occurrence, cette fois-ci, celles du Québec par la voix du ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre.

Aucunement liée par le refus ou l'acceptation du Québec, l'agence présente par la suite ses recommandations au Cabinet fédéral qui, lui, prend la décision finale.

À la place de la transaction Bowater-Lacroix, M. Saint-Pierre préférerait une fusion entre Val-Royal La Salle Ltee et Lacroix Inc. Mais c'était sans tenir compte de l'opinion des intéressés.

Ce sont MM. Claude et Pierre Michaud, d'une trentaine d'années, qui possèdent et dirigent Val Royal, un détaillant privé en quincaillerie et matériaux de construction en pleine croissance avec des ventes de \$30 millions (\$29 millions l'an dernier, pour être précis).

M. Pierre Michaud n'a pas nié hier au téléphone que son député et ami, M. Saint-Pierre, lui a demandé d'étudier la possibilité de fusionner avec Lacroix Inc. Il ne veut pas préciser pour ne pas "faire de chienne".

Il ajoute qu'il a téléphoné à l'époque aux frères Lacroix, qu'il connaît bien, mais qu'il ne s'est jamais assis avec eux pour discuter affaires.

"Lacroix Inc. oeuvre dans le commerce en gros alors que nous nous concentrons dans le commerce de détail. De plus, Lacroix fournit certains de nos concurrents, comme les quincailleries "Pro", si bien qu'après une fusion, nous nous serions concurrencés nous-mêmes ou bien nous aurions perdu des clients. Enfin, Lacroix a besoin de beaucoup d'argent pour son expansion... et, justement, nous aussi."

M. Saint-Pierre prévoyait que la Caisse de dépôt et placement du Québec investirait dans la nouvelle société "Val Royal-Lacroix".

Mais la charte de la Caisse de dépôt limite ses investissements dans des compagnies à un maximum rarement atteint de 30 p. cent. C'était insuffisant pour financer l'expansion des deux compagnies. Et la Caisse de dépôt ne voulait pas payer le prix de Bowater.

Surtout, la Caisse de dépôt ne détient pas l'expertise nécessaire pour assister Lacroix Inc. dans son expansion au Canada, expérience que détient Bowater installée au Canada depuis 1938, avec des ventes de \$150 millions.

VAL ROYAL LA SALLE LTÉE



M. Marc Bourgie

Le président du conseil d'administration de Val Royal LaSalle Ltée, monsieur Claude Michaud, annonce la nomination de monsieur Marc Bourgie comme administrateur de cette compagnie. Monsieur Bourgie est président d'Urgel Bourg Ltée, J.R. Deslauriers Ltée et Montville Entreprises Inc. Il siège en outre au conseil d'administration de la Banque Provinciale du Canada. Les Valeurs F.I.C., Importations Québec Inc. et de plusieurs autres compagnies canadiennes. Val Royal LaSalle Ltée se spécialise dans la distribution des matériaux de construction.

Le plan "astucieux en principe" de M. Saint-Pierre tombait donc à l'eau.

Pendant ce temps, toutefois, les choses traînaient en longueur depuis le 20 août dernier et les pressions se multipliaient.

C'est dans ce contexte que le Conseil des ministres du gouvernement Bourassa a pris connaissance du dossier, mercredi dernier, pour ensuite trancher la question en faveur de la transaction Bowater-Lacroix.

Mais la nouvelle ne s'est pas rendue à Ottawa assez tôt pour empêcher que "l'agence de tamisage" annonce son refus... deux jours plus tard.

Les frères Lacroix se montrent très avertis de commentaires ces jours-ci, dans l'attente des explications officielles de l'Agence fédérale.

"Nous ne voulons pas envenimer les choses. Nous devrions encore transiger avec eux."

Comme si ces décisions étaient éminemment politiques et arbitraires...

Le président de la compagnie, M. Paul Lacroix, a tout juste voulu donner des détails sur les quelque 20 compagnies, privées ou publiques, que possèdent et dirigent les quatre frères: \$100 millions de chiffres d'affaires et 2,000 employés réguliers.

"Pour financer l'expansion rapide de Lacroix Inc. depuis 1969, on s'est endettés. Et on aimerait bien, nous aussi, dormir tranquille la nuit."

La nomenclature des compagnies achetées au cours des 20 dernières années par l'un ou l'autre des frères Lacroix (Marcel, Camille, Ro-

land et Paul) précise que plusieurs d'entre elles connaissent des problèmes de succession, éprouvent des difficultés financières ou avaient tout simplement déclaré faillite.

Relancer des compagnies

Les gens de la région de Québec savent en effet que les frères Lacroix se sont spécialisés dans la remise sur pied de compagnies éprouvées de difficultés diverses. Par exemple, c'est M. J.-L. Demers, âgé de 73 ans et sans héritier, qui a vendu la compagnie du même nom aux frères Lacroix.

Et voilà que la situation se retourne contre eux. Les frères Lacroix n'ont pas en effet d'héritiers aptes à prendre la relève demain matin et ont besoin d'argent pour financer l'expansion de Lacroix Inc.

Il a été impossible hier d'obtenir des commentaires de "l'agence de tamisage", tenue au secret, et du ministre Saint-Pierre, retenu par une conférence de ministres à Ottawa.

Tout juste a-t-on pu percevoir à "l'agence de tamisage" une certaine animosité à l'égard du gouvernement du Québec qui multiplie en quelques mois les volte-face sur de tels dossiers: l'affaire Corbeil et maintenant l'affaire Lacroix.

"M. Saint-Pierre a une autre solution en poche pour Lacroix Inc.", ont déclaré des informateurs la semaine dernière. Des concurrents canadiens de Lacroix Inc. pourraient peut-être acheter la compagnie de Lévis? Un

NOMINATION A DOMTAR LIMITÉE



W.D. Davidson

Alex D. Hamilton, président et administrateur en chef de Domtar Limited, annonce la nomination de W.D. Davidson au poste de vice-président exécutif de la société Produits chimiques Domtar Ltée.

A ce nouveau poste, M. W.D. Davidson relèvera de M. Adolph Monsaroff, président de Produits chimiques Domtar Ltée.

Les responsabilités initiales de Monsieur Davidson comprennent l'élaboration de programmes de développement pour la société Produits chimiques de même que les exploitations reliées aux divisions des poudres métalliques, du goudron et des produits chimiques et de la préservation du bois. Monsieur Davidson était auparavant vice-président — développement de la société Domtar Limited.

courtier a toutefois déclaré hier que les Lacroix ont approché de nombreuses compagnies canadiennes avant de négocier avec Bowater, qui toutes ont décliné l'offre: Power Corp., Molson Industries (Le Castor bricoleur), etc...

Enfin, après toutes ces péripéties, on ne peut que souhaiter que M. Saint-Pierre fasse connaître sa solution le plus tôt possible... et en avise Ottawa à temps!

Entreprises étrangères: Québec rejette le droit de veto fédéral

par Claude GRAVEL de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — Le gouvernement du Québec refuse d'accorder au fédéral "un droit de veto" sur le développement des entreprises étrangères (entendons: surtout américaines) au Canada, sourit à peu de provinces.

M. Saint-Pierre, dont les commentaires étaient attendus par la presse, n'aura donc fait que résumer le point de vue de la majorité de ses collègues provinciaux.

"Il avait pourtant été entendu en décembre 1973, lors de l'adoption au Parlement de la Loi sur les investissements étrangers, que tous ses aspects seraient appliqués le plus rapidement possible", a dit M. Gillespie, visiblement un peu déçu de la tournure des événements. Le ministre fédéral de l'Industrie a admis la nécessité de consulter davantage les provinces et le monde des affaires afin de leur expliquer les dispositions de la loi.

La réaction des provinces, en particulier celle du Québec, s'explique. Confrontées à un taux de chômage parfois élevé, bénéficiant de capitaux limités pour développer leur propre économie, les gouvernements provinciaux ne voient pas venir toujours d'un bon oeil les directives fédérales sur les contrôles étrangers.

Dans un document préparé avant la conférence, le gouvernement québécois plaide, pour sa part, en faveur d'une "approche plus nuancée sur les investissements étrangers".

"Le Québec, y lit-on, en est

maintenant à l'étape où il lui faut préciser davantage ses politiques sectorielles, c'est-à-dire à mieux cerner les activités industrielles où il aurait avantage à se spécialiser, soit parce qu'il possède certains avantages comparatifs au niveau des ressources naturelles, soit qu'il a acquis ou est en mesure d'acquies une compétence technologique lui permettant d'en tirer profit sur les marchés internationaux."

Ces desiderata ne vont pas nécessairement à l'encontre des buts poursuivis par le fédéral. Le ministre Saint-Pierre en a convenu: "L'un des aspects positifs de la conférence aura été cette préoccupation nouvelle du gouvernement fédéral envers les besoins régionaux aux pays."

Le gouvernement québécois, dans son document, fait valoir que l'élaboration de sa stratégie industrielle s'était effectuée "sans beaucoup d'interrelations avec le gouvernement fédéral. Dans ces conditions, les orientations qu'a pu se donner le Québec en matière de développement industriel n'ont reçu que peu ou pas d'appui de la part du fédéral. En certaines circonstances, les mesures fédérales allaient même à l'encontre de ces orientations."

Le Québec a précisé à Ottawa que ses principaux objectifs industriels étaient:

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

Le Québec a précisé à Ottawa que ses principaux objectifs industriels étaient:

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

Le Québec a précisé à Ottawa que ses principaux objectifs industriels étaient:

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

- de rationaliser et de consolider ses secteurs plus traditionnels;
- de développer des industries modernes à croissance rapide, capables de s'improviser sur les marchés internationaux et de promouvoir particulièrement l'exportation;
- d'accroître et de diversifier les exportations québécoises;
- de favoriser la recherche et l'innovation au Québec;
- d'accroître la transformation au Québec des ressources naturelles québécoises et;
- de mettre en valeur le potentiel économique des différentes régions tout en permettant à l'agglomération de Montréal de mieux jouer son rôle de pôle de développement.

Compagnies	Profits (pertes) (\$000)			Revenus bruts (\$000)		
	COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION	COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION
VILLAGE SHOE SHOPS (magasin de détail) Mtl, Que. année 31 déc.	\$127	\$18	+605%	\$12,500	\$9,100	+37%
G. TAMBLYN (pharmacie) Willowdale, Ont. année 29 déc.	\$1,400	\$498		\$73,700		
SELKIRK HOLDINGS (commerce) Edmonton, Alberta année 31 déc.	\$3,900	\$3,400	+14%	\$36,000	\$24,900	+44%
MELTON REAL ESTATE (immobilier) Edmonton, Alberta année 31 déc.	\$1,000	\$1,400	-28%	\$19,400	\$16,400	+18%
NEW INSCO MINES (mines) Tor., Ont. année 30 sept.	\$468	(\$164)		\$760	\$3	+25,233%
PENNINGTON STORES (magasin de détail) Tor. Ont. année 28 déc.	\$1,900	\$1,500	+26%	\$19,200	\$15,200	+26%
KEEPRITE PRODUCTS (prod. ménager) Brantford, Ont. année 31 déc.	\$2,272	\$1,541	+47%	\$43,300	\$31,500	+37%
VULCAN INDUSTRIAL PACKAGING (contenant métallique) Rexdale, Ont. année 31 déc.	\$729	\$576	+26%	\$11,600	\$10,000	+16%
L'ALLIANCE MUTUELLE VIE (assurance) Mtl, Que. année 31 déc.	\$697	\$605	+15%	\$44,013	\$40,747	+8%
HERTZ CORP. (loc. de voiture) New York, N.Y. année 31 déc.	\$23,200	\$19,300	+20%	\$722,000	\$577,000	+6%
BELL CANADA (communication) Mtl, Que. année 31 déc.	\$224,436	\$205,371	+9%	\$5,57	\$5,04	
ZIEBART CORP. (prod. anti-corrosion) Mtl, Que. année 31 déc.	\$274	\$283	-3%	\$2,400	\$2,100	+14%
SIMPSON LTD. (magasin de détail) Tor., Ont. année 8 janv.	\$26,100	\$23,600	+10%	\$494,900	\$436,000	+13%
BM RT INVESTMENTS (plac. hypothécaire) Tor., Ont. année 31 déc.	\$4,486	\$1,12				

On ne doit pas interpréter cette annonce comme une offre publique des valeurs mentionnées ci-après. L'offre n'est faite que par le prospectus dont copie peut être obtenue des soussignés.

Nouvelle Émission

\$35,000,000

Consolidated-Bathurst Pontiac Limitée

(constituée en vertu des lois du Canada)

Obligations de première hypothèque à fonds d'amortissement 11%, série A

Le détenteur de toute obligation série A peut choisir que cette obligation vienne à échéance le 31 mars 1985.

Date d'émission: le 18 mars 1975

Date d'échéance: le 31 mars 1995

PRIX: 100 plus l'intérêt couru, s'il y a lieu

Nesbitt Thomson, Valeurs Limitée

Wood Gundy Limitée

A. E. Ames et Cie Limitée

Dominion Securities Corporation Harris & Associés Limitée

Pitfield, Mackay, Ross & Compagnie Limitée

Greenshields Incorporée

McLeod, Young, Weir & Company Limited

Burns Bros. and Denton Limited

Midland Doherty Limitée

Richardson Securities of Canada

Lévesque, Beaubien Inc.

Crang & Ostiguy Inc.

Pemberton Securities Limited

René T. Leclerc Incorporée

Geoffrion, Robert & Gélinas Ltée

Maison Placement Canada Inc.

Brault, Guy, O'Brien Inc.

Tassé et Associés Ltée

Bongard Leslie & Co. Ltd.

Houston, Willoughby and Company, Limited

chariots élévateurs

TOYOTA LES LOUE



Des chariots de qualité à des taux attractifs. Des plans de location/achat vous sont également offerts.

MONTREAL: Composez 631-1813.

TOYOTA- LE PLUS GRAND FABRICANT DE CHARIOTS ÉLEVATEURS AU MONDE

COMPAGNIE DE PAPIER ROLLAND, LIMITÉE

AVIS DE DIVIDENDES

Avis est donné par les présentes que les dividendes réguliers trimestriels suivants ont été déclarés payables le 14 mars 1975 aux actionnaires inscrits à la fermeture des livres le 21 février 1975:

ACTIONS PRIVILÉGIÉES \$1.06% par action sur les actions privilégiées cumulatives.

Comment parer à l'arbitraire possible de la saisie sans jugement par le fisc?

FEUX SUR LA FISCALITE
PAR MAURICE REGNIER
(collaboration spéciale)

Pour que le fisc s'acquitte pleinement de sa tâche, on lui a accordé les pouvoirs les plus grands, que d'aucuns qualifient d'exorbitants. Il peut déterminer l'impôt comme il l'entend et la cotisation est réputée être valide et exécutoire nonobstant toute erreur, vice de forme ou omission.

Ce sceau d'infailibilité demeure, à moins et jusqu'à ce que la cotisation soit modifiée ou annulée à la suite d'une opposition ou d'un appel. En somme, tant que la situation n'est pas rectifiée par le fisc lui-même ou les tribunaux — et, dans la pratique, il faut attendre souvent des mois ou des années pour ce faire — une dette en bonne et due forme existe en faveur du fisc.

Il n'est pas étonnant que cette présomption de validité de la cotisation engendre souvent une situation impossible pour le contribuable lorsque le fisc procède plus ou moins immédiatement après la cotisation à la perception de l'impôt. A cette fin, il n'a qu'à faire enregistrer par le tribunal un certificat pour que celui-ci acquiesce "la même force et le même effet, et toutes les procédures peuvent être engagées à la faveur de ce certificat, comme s'il était un jugement obtenu de cette Cour". C'est dire que les autorités peuvent utiliser par la suite toutes les mesures d'exécution que leur accorde la loi.

Aussi peut-on comprendre

qu'à la suite de l'exercice de pouvoirs aussi exceptionnels, certains contribuables se sont regimbés et adressés aux tribunaux en vue de tempérer l'ardeur du fisc. Et, à chaque fois, ils s'en sont retournés bredouilles, car les tribunaux étant chargés d'appliquer la loi et celle-ci étant sans ambiguïté sur ce point, ils n'eurent pas d'autres choix que de maintenir le "bon droit" du fisc.

Tout récemment, un autre contribuable s'est plaint auprès des tribunaux — pour obtenir la même réponse négative — de ce qu'il considérait être un exercice abusif des attributions du fisc. Le ministre du Revenu national avait effectué des saisies en mains tierces à l'égard de quarante-neuf de ses créanciers et banquiers, avait saisi les actions dont le contribuable était titulaire de quatre compagnies et avait enregistré des privilèges sur ses immeubles. Le contribuable prétendait que toutes ces démarches violaient ses droits constitutionnels et jetaient par terre la règle de justice naturelle qui voulait qu'une personne ne puisse être condamnée sans qu'elle ne soit entendue au préalable.

Le tribunal conclut que ses droits étaient entièrement respectés. Il pouvait ultérieurement contester le bien-fondé des cotisations qui avaient donné lieu à ces mesures préventives par la voie d'une opposition ou d'un pourvoi en appel. Bien entendu la saisie entraînait le droit de faire vendre ses biens, mais il pouvait toujours s'adresser au tribunal en vue d'en demander le sursis si elle lui causait un préjudice quelconque. Et, même s'il y

avait vente et que le contribuable par la suite réussissait à mettre de côté cette dette fiscale, il aurait droit à une compensation pour la perte de ses biens.

Solution platonique

Sur le plan du droit, il n'y a absolument rien à redire de ce jugement. Tout est en place au point de vue strictement légal. Tant le fisc que le contribuable doivent exercer leurs droits de la façon et au moment que l'a déterminé le législateur.

Le seul problème, c'est que ces règles du jeu fiscal ne peuvent fonctionner sans à-coups que dans un quelconque Etat platonique. Dans la réalité quotidienne, le fait de savoir qu'un bon jour il pourra contester la validité d'une imposition est d'une pierre consolation pour un contribuable qui se voit entretemps dépossédé de ses biens et dont le crédit s'évanouit par le fait même.

Néanmoins, on ne peut pas nier au fisc le droit de ses intérêts et de procéder à la saisie des biens le jour même de l'imposition, comme la loi le lui permet, s'il est d'avis que le contribuable tente d'éluder le paiement de ses impôts. Ce qui laisse rêveur à l'occasion, c'est la façon dont il forme son avis.

Saisie le jour même de l'imposition

Prenons le cas de ce non-résident qui est propriétaire avec d'autres immeubles au Canada et qui fut l'objet d'une enquête, il y a bientôt dix ans, par le ministère du Revenu national. Or, il dut attendre jusqu'en 1973 pour être imposé. Et, le jour

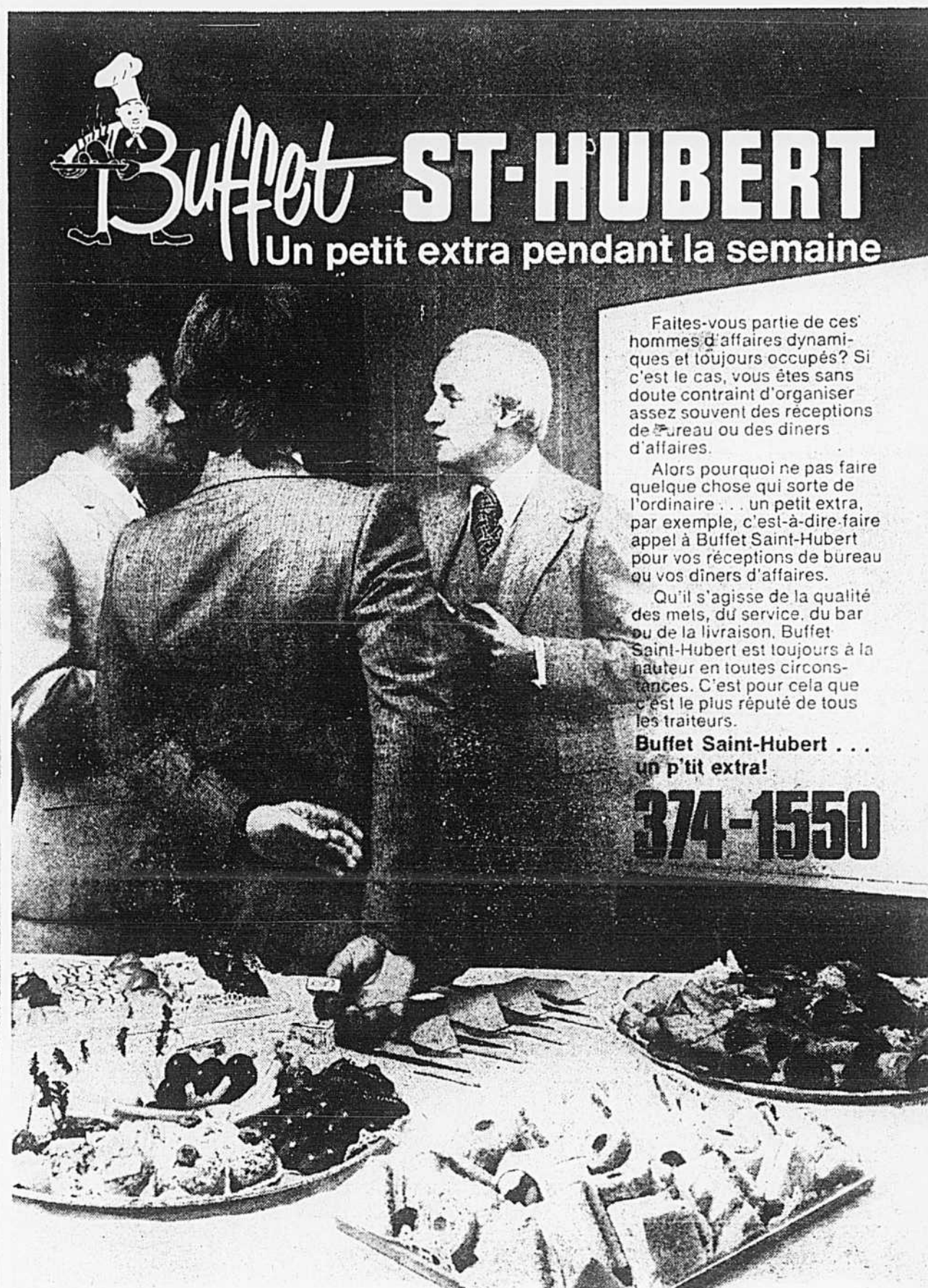
même de l'imposition tous ses biens canadiens furent saisis sur la base qu'il était en train d'éluder le paiement de ses impôts.

Si c'était le cas, on ne peut guère admirer sa promptitude à se débarrasser de ces biens, ni d'ailleurs celle des autorités qui ont attendu plus de sept ans pour l'imposer. Et, de toute façon, comment pouvait-il tenter d'éviter le paiement d'impôts qu'on n'avait jamais fixés jusqu'à ce moment? Finalement, sur quoi était fondée cette opinion des autorités. Sur de la pure suspicion? Il y a plus d'un an, une explication fut demandée au cadre supérieur qui ordonna la saisie, mais il tarde toujours à fournir sa réponse.

Tentation d'usage abusif

Si on a confié de tels pouvoirs au fisc, c'est pour la bonne raison que tous les contribuables ne sont pas forcément tous des anges qui s'exécutent à payer leurs impôts sans regimber. Mais, il en est de ceci comme pour tout pouvoir conçu comme un remède à une situation spécifique. Son emploi continu érode en quelque sorte le but bien précis qui lui a donné naissance. Et, il s'en suit forcément un glissement subtil vers un usage plus ou moins abusif.

Ces dispositions exceptionnelles existent dans nos textes fiscaux depuis plus de vingt-cinq ans. Etant encore suffisamment jeune pour ne pas avoir assisté à leur naissance, j'ai toujours eu du mal à comprendre comment nos pères ont pu, sans mot dire, laisser le fisc s'attribuer des droits aussi exorbitants.



Buffet ST-HUBERT
Un petit extra pendant la semaine

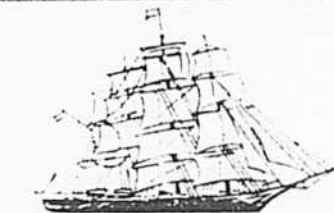
Faites-vous partie de ces hommes d'affaires dynamiques et toujours occupés? Si c'est le cas, vous êtes sans doute contraint d'organiser assez souvent des réceptions de bureau ou des dîners d'affaires.

Alors pourquoi ne pas faire quelque chose qui sorte de l'ordinaire... un petit extra, par exemple, c'est-à-dire faire appel à Buffet Saint-Hubert pour vos réceptions de bureau ou vos dîners d'affaires.

Qu'il s'agisse de la qualité des mets, du service, du bar ou de la livraison, Buffet Saint-Hubert est toujours à la hauteur en toutes circonstances. C'est pour cela que c'est le plus réputé de tous les traiteurs.

Buffet Saint-Hubert... un p'tit extra!

374-1550



LES MEILLEURS FRUITS DE MER
HOMARDS VIVANTS DES MARITIMES
Moby Dick's Bar Lounge
POUR LE LUNCH TOUS LES JOURS
ET LE 5 A 7 H

MAINTENANT EN SAISON
LES HUITRES MALPÉQUES

Ouvert tous les jours à midi
Dimanche 5 h p.m.

Le Pavillon de l'Atlantique
1454A, rue PEEL 849-1368
En face du Sheraton Mont-Royal

AMATEURS de GOLF et de SOLEIL
Appartements, villas, terrains à vendre

Costa Del Sol ESPAGNE

SITE IDEAL: climat sous-tropical, 5 miles de plage, piscine.

TOUTE L'ANNEE: GOLF, TENNIS, EQUITATION

DES PRIX fort abordables. Vous en serez étonnés.

Renseignements: Julien Mardomingo
2332 chemin St-Louis
Sillery, P.Q.
G1T 1R2
(418) 527-4142

Cette annonce ne doit pas être interprétée comme une offre publique de valeurs mentionnées dans quelque province du Canada que ce soit.

Nouvelle Émission Mars 1975

\$150.000.000

Bell Canada

Obligations de première hypothèque,

\$40.000.000 8% série BI, échéant le 1^{er} avril 1980
\$110.000.000 9 7/8% série BJ, échéant le 1^{er} avril 1999
à être datées du 1^{er} avril 1975

Des exemplaires du prospectus contenant les renseignements sur la Compagnie et sur cette émission peuvent être obtenus des sous-signés et autres courtiers qui peuvent offrir ces titres légalement.

**Prix: série BI 99.50 rapportant approximativement 8.12%
série BJ 100.00 rapportant 9.875%
(plus les intérêts courus, le cas échéant)**

Wood Gundy Limitée	Dominion Securities Corporation Harris & Associates Limitée	Greenshields Incorporée
Merrill Lynch, Royal Securities Limitée	McLeod, Young, Weir & Cie Limitée	Nesbitt Thomson Valeurs Limitée
Pitfield, Mackay, Ross & Compagnie Limitée	Richardson Securities of Canada	Lévesque, Beaubien Inc.
Midland Doherty Limitée	Fry Mills Spence Limitée	Burns Bros. and Denton Limitée
Crang & Ostiguy Inc.	Bell, Gouinlock & Compagnie, Limitée	Cochran Murray & Wisener Limitée
René T. Leclerc Incorporée	Walwyn, Stodgell & Gairdner Ltd.	Equitable Securities Limitée
Mead & Cie Limitée	MacDougall, MacDougall & MacTier Ltd.	Matthews & Company Limitée
Geoffrion, Robert & Gélinas Ltée	Molson, Rousseau & Cie Limitée	Fraser, Dingman & Co.
Pemberton Securities Limitée	Odum Brown & T. B. Read Ltd.	Bongard, Leslie & Co. Ltd.
Tassé & Associés, Ltée	Braut, Guy, O'Brien Inc.	Gendron, Norris & Osler Inc.
R. A. Daly & Compagnie Limitée	Houston, Willoughby and Company Limitée	John Graham & Company Limitée
Casgrain & Compagnie Limitée	Maison Placements Canada Inc.	Andras, Bartlett Cayley Ltée
Grenier, Ruel & Cie Inc.	Cliche et Associés Ltée	Scotia Bond Company Limitée
Burgess Graham Securities Limitée	F. H. Deacon & Compagnie Limitée	Wills, Bickle & Company Limitée
Lamper Bros. Limitée	Cornell, Macgillivray Limitée	

Cette annonce ne doit pas être interprétée comme une offre publique de valeurs mentionnées dans quelque province du Canada que ce soit.

Émission additionnelle

\$10.000.000

la banque provinciale du canada

Débiteures 8 1/2% - 8 3/4%

Date d'émission: le 1^{er} avril 1975 Date d'échéance: le 1^{er} avril 1981

Option d'échange à l'échéance

Le détenteur de toute Débiteure échéant le 1^{er} avril 1981 peut demander que cette Débiteure soit échangée contre une Débiteure datée du 1^{er} avril 1975 et échéant le 1^{er} avril 1990. Cette demande ne peut être faite que du 1^{er} avril 1980 au 1^{er} octobre 1980 inclusivement.

PRIX: 100

On peut se procurer un exemplaire de la circulaire d'offre auprès des sous-signés et d'autres courtiers s'ils sont autorisés à offrir ces valeurs dans la Province.

Greenshields Incorporée	Wood Gundy Limitée	René T. Leclerc Incorporée
Casgrain & Cie, Limitée	McLeod, Young, Weir & Company Limited	Dominion Securities Corporation Harris & Partners Limited
A. E. Ames & Cie Limitée	Nesbitt Thomson Valeurs Limitée	Richardson Securities of Canada
Cliche & Associés Ltée	Tassé & Associés Ltée	Grenier, Ruel & Cie Ltée
Crang & Ostiguy Inc.	Molson, Rousseau & Cie Ltée	Florida Matteau Inc.
Midland Doherty Limitée	Fry Mills Spence Ltd.	Pitfield, MacKay, Ross & Company Limited
Burns Bros. & Denton Limitée	Geoffrion, Robert & Gélinas Ltée	C. J. Hodgson Securities Ltd.
McNeil, Mantha Inc.	Braut, Guy, O'Brien Inc.	Bell, Gouinlock & Co. Ltd.
Mead & Co. Ltd.	MacDougall, MacDougall & MacTier Ltd.	

POSTES AUX CHANTIERS COMPLEXE LA GRANDE LA SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES

REQUIERT LES SERVICES DE

- Un (1) vérificateur junior avec B. Comm. ou équivalent et possédant de préférence de l'expérience en vérification.
- Deux (2) vérificateurs seniors avec C.A., R.I.A., C.G.A. ou équivalent et possédant environ cinq ans d'expérience en vérification publique ou en vérification interne.

FONCTION:
Vérifications financières et opérationnelles des contrats et des opérations des chantiers et tout travail connexe sous la responsabilité d'un chef vérificateur.

- CONDITIONS:**
- Le français est la langue de travail;
 - lieu de travail: LG 2, La Grande, Baie James;
 - semaine de travail: 6 jours;
 - bénéfices marginaux;
 - indemnités pour frais de déplacement par avion;
 - traitement selon les qualifications et l'expérience.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

La Société d'énergie de la Baie James
Service du Personnel, 14^{ème} étage
800 est, boul. de Maisonneuve
Montréal, Québec

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN DES ÉCOLES PROTESTANTES DE MONTRÉAL (P.S.B.G.M.)

recherche un

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

FONCTIONS:

Sous l'autorité du directeur général

- est responsable de tout le secteur de l'enseignement de la commission scolaire
- évalue et contrôle la gestion des directeurs (des services et des régions administratives)
- détermine et contrôle le budget du secteur de l'enseignement
- assiste, à titre de conseiller dans les domaines ayant trait à l'enseignement, à toutes les réunions de la commission scolaire et de ses comités.

EXIGENCES DU POSTE:

Le candidat idéal doit posséder une maîtrise complète des langues anglaise et française, une connaissance approfondie du système québécois d'éducation et doit être familier avec les activités et le fonctionnement du P.S.B.G.M.

TRAITEMENT:

Selon les normes du ministère de l'Éducation.

Les candidats sont priés de faire parvenir un curriculum vitae détaillé avant le 31 mars 1975, (ainsi qu'une copie au directeur général) à:

M. Le Président du Bureau Métropolitain
des Écoles Protestantes de Montréal
6000, avenue Fielding, Montréal, Québec
H3X 1T4

fonction publique municipale

AGENT DE VÉRIFICATION grade 2

Bureau du vérificateur de la ville

Nature de l'emploi: Effectuer des études et des analyses ayant trait à la vérification des opérations commerciales et administratives de la Ville et d'organismes para-municipaux; participer à l'élaboration des programmes de vérification. Le titulaire est responsable d'un ou de plusieurs programmes de vérification dans un secteur donné; il coordonne et surveille le travail des agents de vérification grade 1.

Qualités requises: Détenir un diplôme universitaire en sciences commerciales ou être membre en règle d'une association professionnelle reconnue dans un domaine compatible avec l'emploi. Posséder quatre ans d'expérience progressive et pertinente à la nature de l'emploi. Une combinaison d'instruction et d'expérience reliée à la nature de l'emploi et jugée satisfaisante pourra aussi être considérée.

Traitement: \$14 507-\$18 121, selon les qualifications du candidat.

ASSISTANT-TECHNIQUE — Génie civil

Nature de l'emploi: Assister un ingénieur ou un technologue dans l'exécution de tâches de bureaux ou routinières qui découlent de la réalisation de divers projets de génie civil.

Qualités requises: Détenir un diplôme d'études collégiales en génie civil ou C.E.G.E.P. au moment de la nomination. Aucune expérience n'est exigée.

Traitement: \$8 754-\$12 000

TECHNICIEN DU PERSONNEL, grade 2

Commission du Service civil — examens

Nature de l'emploi: Sous direction, exécuter divers travaux relatifs à la sélection du personnel: préparation de questionnaires d'examen, tenir entre autres les responsabilités des différents services municipaux, administration et correction de tests, participation à des examens d'examens.

Qualités requises: Avoir complété une 1^{re} année d'études et avoir suivi des cours en relations industrielles, en psychologie industrielle ou en orientation professionnelle. Environ cinq ans d'expérience pratique dans un domaine de l'administration du personnel. Pourront aussi être admissibles à ce concours les candidats qui détiennent un diplôme d'études collégiales en techniques administratives (programme personnel) et qui possèdent quelque expérience pertinente ainsi que ceux qui détiennent un baccalauréat en relations industrielles, en psychologie, en orientation professionnelle ou en d'autres domaines connexes.

Traitement: \$12 000-\$14 011, selon les qualifications du candidat.

Si vous n'avez pas de renseignements, demandez l'emploi à la Commission du Service civil, Bureau du Personnel, 114, rue Notre-Dame, 2^{ème} étage, Montréal, Québec H2N 1K5. Téléphone: 375-2300. Dans tous les cas, les candidats doivent parler et écrire le français et l'anglais, posséder les qualités personnelles appropriées et jouir d'un état physique satisfaisant.

VILLE DE MONTRÉAL

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Après vous avoir tout expliqué, nous pourrions vous offrir un emploi si vous envenez une demande d'emploi la ou vous ne l'avez jamais fait sachant le nom de l'employeur. La Presse vous offre son service confidentiel. Ayez soin de placer l'enveloppe contenant votre demande d'emploi dans une autre enveloppe adressée au:

"Service confidentiel La Presse"
case postale 0000 Montréal 1
en y joignant la liste de noms ou de personnes avec qui vous ne voulez pas entrer en contact pour ce poste. Ainsi, votre demande d'emploi ne parviendra pas à un destinataire non souhaité. Votre envoi sera simplement détruit.
téléphone: 874-7320
ou écrire à:
La Presse
7, rue Saint-Jacques
Montréal H2T 1K5

LE CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DE SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES est à la recherche d'un DENTISTE

Notre établissement dispose présentement de deux (2) salles de dentisterie avec bureau, laboratoire et de tous les équipements nécessaires au bon fonctionnement d'un service dentaire. Nous sommes disposés à louer ces locaux et équipements à un dentiste. Ce dernier devra percevoir directement ses honoraires de ses clients et dédommager notre établissement pour les locaux et équipements mis à sa disposition. Le personnel et les fournitures nécessaires pour assurer le service, seront à la charge du dentiste. Nous avons un bassin d'alimentation de 15.000 habitants, situé à mi-chemin entre Québec et Trois-Rivières, près de la route 138 (autrefois route no 2).

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez communiquer à frais vides, avec:

Monsieur André Bourque,
Directeur général,
CLSC Saint-Marc-des-Carrières,
1045 avenue Bona-Dussault,
Saint-Marc-des-Carrières,
Bureau: 418-268-3571
Rés.: 418-268-3293
Ligne directe, Québec: 692-1589

TECHNICIEN À LA VÉRIFICATION

Un cabinet international de Comptables agréés recherche les services d'un expert bilingue pour se joindre à son équipe spécialisée dans la vérification des systèmes électroniques de traitement de l'information.

Le titulaire s'occupera de concevoir, de maintenir et d'utiliser des programmes généralisés. Il possèdera une bonne connaissance des notions de l'informatique et il saura écrire en Cobol.

Le poste intéressera les diplômés de CEGEP qui veulent accroître leur expérience par le contact avec une diversité d'installations de traitement de l'informatique et également d'applications et qui, en même temps, veulent étendre le champ de leurs connaissances générales en affaires.

Les personnes intéressées doivent adresser leur demande à:

BART BURTON
TOUCHE ROSS & Co
Suite 820,
1, Place Ville-Marie,
Montréal, P.Q.

Représentant en communications graphiques

LE CANDIDAT

Il possède une certaine expérience technique dans le domaine des communications graphiques et est actuellement employé dans ce secteur. Il devra être bilingue. Âgé de 22 à 40 ans, il désire améliorer sa situation.

LE DEFI

S'appuyant sur des moyens techniques considérables, il devra par son travail et sa compétence, s'assurer une clientèle de choix, tout en prenant en mains certains clients importants de la maison. Sa rémunération, basée sur un salaire et une commission, sera excellente. Caisse de retraite, assurances collectives et autres avantages sont déjà en vigueur.



Pour avoir une entrevue confidentielle, écrivez au directeur des ventes en envoyant votre curriculum vitae à:

PIRRE DES MARAIS INC.
Imprimeur Lithographe Relieur/Printer Lithographer Bookbinder
6125 Côte de Liesse/Saint-Laurent H4T 1C8/Tél. 735-6271

POSTE DE RADIO CKRS Jonquière, Que.

DIRECTEUR DE L'INFORMATION

Nous procédons actuellement à la division du service des nouvelles radio et télévision en prévision du déménagement prochain de la station de radio dans de nouveaux locaux.

LE POSTE:
Sous l'autorité du gerant de la station, le directeur de l'information aura comme tâche:

- d'embaucher et de diriger le personnel requis pour la salle des nouvelles;
- d'élaborer et de mettre en place un service de nouvelles efficace et répondant aux besoins de la communauté et ce avec les potentiels humains et techniques actuels et à pourvoir;
- élaborer et appliquer des critères d'embauche et une politique d'information et d'affaires publiques.

LE CANDIDAT:

- Il est journaliste de carrière (de préférence dans les médias électroniques) et il a déjà assumé ou assume encore actuellement des responsabilités au niveau de la direction.
- Il possède un diplôme universitaire ou une longue expérience pertinente.
- Il a une bonne connaissance de la région (Saguenay Lac St-Jean) ou doit pouvoir l'acquérir rapidement.

TRAITEMENT:
Bénéfices sociaux usuels et salaires à discuter selon expérience et formation.

Toute candidature sera tenue confidentielle et devra être adressée à:

Achille Soucy
gerant CKRS Radio
175, Sir Wilfrid-Laurier
Jonquière, Québec
Tél.: (418) 542-4551

LA SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES

requiert les services au siège social de

- Un (1) vérificateur interne senior avec C.A., R.I.A. ou C.G.A. ou l'équivalent et possédant 5 années au moins d'expérience en vérification publique ou interne; de préférence dans le domaine de la construction.

FONCTION:

Responsable de projets de vérification des contrats et des systèmes opérationnels sous l'autorité d'un chef vérificateur.

CONDITIONS:

- Le français est la langue de travail;
- lieu de travail: Montréal;
- semaine de travail: 37,5 heures
- bénéfices marginaux
- traitement selon les qualifications et l'expérience.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 24 mars 1975 à:

La Société d'énergie de la Baie James
Service du Personnel, 14^{ème} étage
800 est, boul. de Maisonneuve
Montréal, Québec



PUBLICITÉ et PROMOTION chez J. WALTER THOMPSON

J. Walter Thompson est à la recherche d'un chef de publicité compétent et dynamique à qui seront confiés des budgets nationaux importants touchant tant la publicité que la promotion des ventes.

Il serait avantageux que le candidat soit déjà chef de publicité ou chef de produit et qu'il ait acquis de l'expérience dans la promotion des ventes.

Le poste que nous offrons vous permettra d'acquies une plus grande expérience dans ces deux domaines. Le bilinguisme serait un atout. Salaire annuel: \$11.000 à \$14.000.

Si cette offre vous intéresse, veuillez envoyer votre curriculum vitae à:

Don Bédard, 2060, rue de la Montagne, Montréal,
Québec H3G 1Z7, ou appelez-le au (514) 844-2092.

ASSISTANT GÉRANT BILINGUE

Nous avons besoin d'un jeune homme pour notre bureau de recouvrement.

Le travail consistera de l'implantation du bureau de recouvrement; l'établissement des relations légales et de l'analyse des comptes et de la collection.

L'individu devra posséder un minimum de 3 ans d'expérience dans le prêt personnel.

Le salaire sera établi en relations avec l'expérience.

Veuillez contacter:

M. Axel Waschke
TRANS CANADA CREDIT CORP. LTD.
1255, Carré Phillips, suite 203
849-9251

DIRECTEUR RELATIONS INDUSTRIELLES

Un manufacturier renommé de produits de consommation, connaissant une grande expansion, offre un poste de défi à un cadre qui possède formation et expérience en relations industrielles. Le titulaire prendra la tête du service de relations industrielles et touchera à tous les aspects de relations de travail; gestion des salaires, rémunérations, avantages sociaux, recrutement, sécurité et formation. Bilinguisme essentiel.

Ce poste s'accompagne d'un salaire initial de plus de \$20.000, selon l'expérience et la compétence. Notre compagnie comprend 100 employés et est une filiale autonome d'une entreprise multinationale.

Demander traites confidentiellement. Les faire parvenir à:

Mme Ellis

Wonder Bra

Division de Consolidated Foods Corporation
4405 est, Métropolitain
Montréal, Qué.

CONSULTEZ "CARRIÈRES ET PROFESSIONS" ANNONCÉES

TOUS LES JOURS DANS

la presse

MONTREAL (Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Ind. S. pub. Banques Comp. Pap.	Ind. Aur. Mét. Pét.	Ind. S. pub. Banques Comp. Pap.	Ind. Aur. Mét. Pét.
Var. 10 mars -0.16	Var. 10 mars 0.19	Var. 10 mars -0.16	Var. 10 mars 0.19
Cot. 10 mars 184.77	Cot. 10 mars 183.96	Cot. 10 mars 184.77	Cot. 10 mars 183.96
Hauts 75 190.43	Hauts 75 187.51	Hauts 75 190.43	Hauts 75 187.51
Bas 75 159.17	Bas 75 157.13	Bas 75 159.17	Bas 75 157.13
Hauts 74 255.23	Hauts 74 228.70	Hauts 74 255.23	Hauts 74 228.70
Bas 74 149.12	Bas 74 150.11	Bas 74 149.12	Bas 74 150.11

INDICES A LA BOURSE DE MONTREAL INDICES A LA BOURSE DE TORONTO

Ind. S. pub. Banques Comp. Pap.	Ind. Aur. Mét. Pét.	Ind. S. pub. Banques Comp. Pap.	Ind. Aur. Mét. Pét.
Var. 10 mars -0.16	Var. 10 mars 0.19	Var. 10 mars -0.16	Var. 10 mars 0.19
Cot. 10 mars 184.77	Cot. 10 mars 183.96	Cot. 10 mars 184.77	Cot. 10 mars 183.96
Hauts 75 190.43	Hauts 75 187.51	Hauts 75 190.43	Hauts 75 187.51
Bas 75 159.17	Bas 75 157.13	Bas 75 159.17	Bas 75 157.13
Hauts 74 255.23	Hauts 74 228.70	Hauts 74 255.23	Hauts 74 228.70
Bas 74 149.12	Bas 74 150.11	Bas 74 149.12	Bas 74 150.11

TORONTO (Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Ind. S. pub. Banques Comp. Pap.	Ind. Aur. Mét. Pét.	Ind. S. pub. Banques Comp. Pap.	Ind. Aur. Mét. Pét.
Var. 10 mars -0.16	Var. 10 mars 0.19	Var. 10 mars -0.16	Var. 10 mars 0.19
Cot. 10 mars 184.77	Cot. 10 mars 183.96	Cot. 10 mars 184.77	Cot. 10 mars 183.96
Hauts 75 190.43	Hauts 75 187.51	Hauts 75 190.43	Hauts 75 187.51
Bas 75 159.17	Bas 75 157.13	Bas 75 159.17	Bas 75 157.13
Hauts 74 255.23	Hauts 74 228.70	Hauts 74 255.23	Hauts 74 228.70
Bas 74 149.12	Bas 74 150.11	Bas 74 149.12	Bas 74 150.11

NEW YORK (Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Ind. S. pub. Banques Comp. Pap.	Ind. Aur. Mét. Pét.	Ind. S. pub. Banques Comp. Pap.	Ind. Aur. Mét. Pét.
Var. 10 mars -0.16	Var. 10 mars 0.19	Var. 10 mars -0.16	Var. 10 mars 0.19
Cot. 10 mars 184.77	Cot. 10 mars 183.96	Cot. 10 mars 184.77	Cot. 10 mars 183.96
Hauts 75 190.43	Hauts 75 187.51	Hauts 75 190.43	Hauts 75 187.51
Bas 75 159.17	Bas 75 157.13	Bas 75 159.17	Bas 75 157.13
Hauts 74 255.23	Hauts 74 228.70	Hauts 74 255.23	Hauts 74 228.70
Bas 74 149.12	Bas 74 150.11	Bas 74 149.12	Bas 74 150.11

fonds mutuels

PAR LA PRESSE CANADIENNE

LUNDI 10 MARS 1975

Membres CMFA		Grth Equity	5.35	Venture	2.25	nGIS Income	2.55	Planned Invest Gr	7.11	American	6.01	Non membres	Inc	9.47	nPacific Div	4.38	yVenture	2.09
AGF Group	4.00		Calvin Bullock	3.52	Nth Amer	2.85	Canada Cum	3.96	Canadian	5.57	Assoc Inv	5.23	Internat	10.12	nPacific Res	2.29	xPutnam	8.66
	Amor Grwth	4.00		Acrofund	1.06	Mutual Inc	4.37	Canada Grth	4.99	Retirement	5.57	YBaubran	4.10	nPacific Ret	4.32	Scalfund	9.1	
Cdn Os Epy	10.87		CIF	4.35	Sec Income	9.64	Pld Resourcs	3.23	United Bond	6.06	Cambridge Gr	4.10	nExecutv Can	5.98	nPacific US	3.08	nScudder Cdn	4.56
Cdn Sec Gth	4.78		Eaton Group	12.83	World Equity	4.63	RoyFund Inc	5.07	RoyFund	6.06	Growth	6.44	nExecutv Intl	1.51	PHN Group		xTech	5.48
Cdn Trusteed	4.54		Commwth	7.95	Investors Group	10.81	Taurus	3.00	United Group	3.98	Intl Energy	2.05	nFid Trend	12.63	yBond	10.92	Temple Gth	7.63
Corp Invest	5.40		Income	4.45	yInternatnl	4.90	YAccumu R	4.26	YAccumu R	4.26	Intl Gth	4.67	yGdn Grwth	7.01	yCanadian	4.59	nTimed Invst	5.80
Corp Inv SIK	4.10		Leverage	3.02	yJapan	7.28	YHorizon	1.54	YHorizon	1.54	Intl Income	3.53	nHarvard	4.70	yPooled	25.33	A	4.98
			Viking	4.83	yMortgage	4.92	YSecurty	4.75	YSecurty	4.75	Univest	5.41	Heritage	1.75	nRSP	9.88	C	3.97
			Guardian Group	7.95	yRetiremt	5.09	YPrudentl Group	2.28	YPrudentl Group	2.28	Cdn S Afr Gd	7.76	Industrial Gr	4.50	PMF Managmt		Special	9.97
			GIS Comp	7.66	yProvidt Mu	6.52	YVnture	2.28	YVnture	2.28	Canagex Act	8.88	Keystone Gr	5.59	nPension Mu	6.22	Trust G. (A)	9.594
					yProvidt SIK	4.71	Income	5.11	Income	5.11	Canagex Obli	9.42	Canada	5.59	nXanadu Fd	2.81	Trust G. (B)	8.913
					Nat Res Gth	4.60	Savings Invest Gr	7.13	Savings Invest Gr	7.13	Canagex Hyp	10.14	Canada	5.59	Principal Gr	4.78	Trust G. (H)	9.943
											Capital Gth	9.35	Cus K-2	1.50	yCollective	4.78	Vanguard	4.38
											Cardinal Div	2.75	Cus K-4	2.76	yGrowth	3.65	yWestern Gth	1.80
											xChase	5.88	Polaris	2.66				
											xComp Cap	3.80	xLex Rorch	11.28				
											Desjardins Gr	6.75	xManhatn	2.25				
											Canadian	6.75	Marlborough	4.10				
											yHypothec	4.23	Natrusco	13.91				
											yInternat	5.56	NW Group	4.56				
											yOuligths	4.83	Equity	4.40				
											Quebec	3.47	Equity	4.40				
											PEP	2.09	Growth	4.63				
											nSpec	3.50	One Win St	12.85				
											Dixon, Krog	5.26	xOpenhmr	5.47				
											yDomin Comp	5.93	Pemberton Gr	6.32				
											Dreyfus Group		nPacific Cmp	6.32				

"MANQUE DE PERSONNEL COMPÉTENT, GROS PROBLÈME DE L'INDUSTRIE HÔTELIÈRE..."

Le président d'une association hôtelière décrivait ainsi le plus gros problème de cette industrie qui connaît actuellement un essor sans précédent.



Préparez votre avenir dans ce monde excitant Gestion hôtel/motel

- Entraînement donné par des experts du monde de l'hôtellerie et de l'administration.
- Visites industrielles pratiques.
- Conférenciers invités et colloques.
- Activités para-académiques.
- Service de prêts du ministère de l'Éducation.
- Service permanent de relations publiques avec le domaine de l'hôtellerie.

Inscrivez-vous IMMÉDIATEMENT pour septembre '75



COLLÈGE LASALLE

2015, rue DRUMMOND
Montréal H3G 1W7

842-3823

COMPAREZ... CHOISISSEZ LASALLE
VOUS MÉRITEZ L'EXCELLENCE

Substance exclusive rétracte les hémorroïdes apaise la démangeaison

Une substance cicatrisante exclusive provoque la rétraction des hémorroïdes et la cicatrisation des tissus.

Un grand institut de recherche vient de mettre au point une substance cicatrisante sans pareille pour la rétraction des hémorroïdes, le soulagement de la démangeaison et la cicatrisation des tissus.

L'une après l'autre, les histoires de cas d'hémorroïdes ont rapporté "une amélioration évidente". On a pu observer un soulagement rapide de la douleur, une rétraction notable des hémorroïdes. Mieux encore, ce soulagement s'est maintenu durant plusieurs mois.

Cette substance dont les résultats sont si merveilleux se nomme la Bio-Dyne; elle a pour effet de hâter la cicatrisation des cellules atteintes et de stimuler la

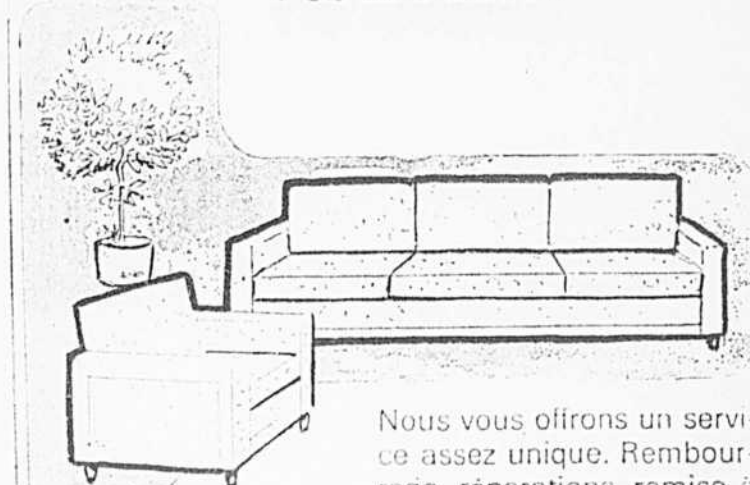
croissance des tissus nouveaux. La Bio-Dyne est offerte soit en onguent, soit en suppositoires, sous le nom de Préparation H.

En plus d'aider les hémorroïdes à se rétracter, la Préparation H agit comme lubrifiant et rend l'élimination moins douloureuse. Enfin, elle diminue les risques d'infection, l'une des causes communes d'hémorroïdes.

Demandez à votre pharmacien la Préparation H sous forme de suppositoires ou d'onguent avec accessoire spécial. Satisfaction ou remboursement.

Préparation H

Faites recouvrir vos meubles



Nous vous offrons un service assez unique. Rembourrage, réparations, remise à neuf, etc...

Grande variété de tissus de qualité au choix, le travail est exécuté par les meilleurs artisans hautement qualifiés.

Estimation gratuite à domicile.

Valiquette

LES ATELIERS N.G. VALIQUETTE LTÉE

1285, St-André 842-8811, local 232

appel d'offres

SERVICE GÉNÉRAL DES ACHATS

Projet	Description	Livraison
7476	1,000 palettes imperméables avec doublure amovible	Quebec
Clôture de la soumission: 25 mars 1975, 15 heures.		
7452	55,500 gallons gazoline no2 (régulière)	
	80,000 gallons carburant diesel	Abitibi-ouest
7453	80,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	52,000 gallons carburant diesel	Arthabaska
7454	78,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	17,000 gallons carburant diesel	Amos
7455	60,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	48,000 gallons carburant diesel	Gaspé
7456	57,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	55,000 gallons carburant diesel	Chibougamau
7457	75,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	17,000 gallons carburant diesel	Lac St-Jean
7458	45,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	40,000 gallons carburant diesel	Joliette
Clôture des soumissions: 3 avril 1975, 15 heures.		
7459	70,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	18,000 gallons carburant diesel	Napierville
7460	52,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	43,000 gallons carburant diesel	Victoriaville
7461	55,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	20,000 gallons carburant diesel	Boucherville
7462	60,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	40,000 gallons carburant diesel	Chicoutimi
Clôture des soumissions: 4 avril 1975, 15 heures.		
7463	50,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	25,000 gallons carburant diesel	Ormstown
7464	63,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	37,000 gallons carburant diesel	Iberville
7465	54,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	31,000 gallons carburant diesel	Mont-Joli
7466	135,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	29,000 gallons carburant diesel	Charlesbourg
7467	50,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	50,000 gallons carburant diesel	Matane
7468	88,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	32,000 gallons carburant diesel	Terrebonne
Clôture des soumissions: 8 avril 1975, 15 heures.		
7469	262,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	138,000 gallons carburant diesel	Montreal
7470	100,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	50,000 gallons carburant diesel	Macamic
7471	85,000 gallons gazoline no2 (régulière)	
	30,000 gallons carburant diesel	Yamaska Acton Vale

Clôture des soumissions: 9 avril 1975, 15 heures.
Toutes les conditions de ces appels d'offres sont contenues dans des documents disponibles à l'endroit suivant:

Ministère des Travaux publics
et de l'Approvisionnement
Bureau des Appels d'Offres

150 est. Boul. St-Cyrille, 4e étage
Québec, Qué. G1R 4X8
Tel.: 613-5438

Toute personne désirant assister à l'ouverture des soumissions doit se présenter à l'adresse susmentionnée à l'heure et à la date indiquées.

Le directeur général
Jean-Claude Carreau, ing.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT

Projet no: 320-45 (55)01-5
Exploitation de la concession
de services alimentaires
Complexe Scientifique
355, boul. Henri-IV
Ste-Foy.

Sont seuls admis à soumissionner, ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec et qui auront requis les plans et devis en leur nom.
Les documents de soumission peuvent être obtenus par remise d'un paiement non remboursable de \$25 (chèque visé ou mandat-poste fait à l'ordre du Ministère des Finances).

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Salle des Soumissions, Ministère des Travaux Publics et de l'Approvisionnement, Édifice "Place de la Capitale", 5e étage, 150 est. boul. St-Cyrille, Québec.

Les soumissions devront être accompagnées d'un cautionnement de soumission ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministère des Travaux Publics et de l'Approvisionnement, au montant de \$5,000.

Clôture des soumissions: 15 heures (h.n.c.)
Le Mercredi, 2 avril 1975.

Le Ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus haute.

Le Sous-Ministre,
Roger-T. Trudeau, ing.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Des soumissions cachetées seront reçues par le Ministère des Transports pour la démolition des bâtisses énumérées ci-après par groupe de démolition.
Les soumissions devront être présentées individuellement pour chacun de ces groupes de démolition.

PROJET: AUTOROUTE EST-OUEST.

MONTREAL

RE: PLAN: 565-1-J
CADASTRE OFFICIEL: Quartier Ste-Marie
COMTE: Ste-Marie

GROUPE No 11

Dossier: 182-71-0178 Genre de bâtisses: une bâtisse commerciale avec dépendance. 2 étages. Numéro civique: 2215, est. rue Notre-Dame

RE: PLAN: 557-1-J
CADASTRE OFFICIEL: Village Incorporé d'Hochelega
COMTE: Maisonneuve

GROUPE No 29

Dossier: 182-71-1697 Genre de bâtisses: une bâtisse commerciale 2 étages. Numéro civique: 3835 est. rue Notre-Dame avec 510 et 520 ave Bourbonnière

182-74-1623 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages. 559-567, ave Valois

182-74-1798 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 2 étages. 552, ave Bourbonnière

GROUPE No 30

Dossier: 182-71-1697 une bâtisse commerciale, 2 étages. 3895 est. rue Notre-Dame

GROUPE No 25

Dossier: 182-71-1676 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages. 529-539, rue Cuvillier

RE: PLAN: 591-1-J-X
CADASTRE OFFICIEL: Paroisse de Longue-Pointe
COMTE: Maisonneuve

GROUPE No 44

Dossier: 182-74-1721 Genre de bâtisses: une bâtisse résidentielle. Numéro civique:

avec dépendance. 2 étages.

GROUPE No 45

Dossier: 182-73-1401 une bâtisse commerciale et résidentielle. 3 étages.

182-74-1722 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

182-74-1723 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

GROUPE No 46

Dossier: 182-73-1401 une bâtisse commerciale. 1 étage.

182-74-1783 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

RE: PLAN: 1-21-J-X
CADASTRE OFFICIEL: Paroisse de Longue-Pointe
COMTE: Maisonneuve

GROUPE No 55

Dossier: 182-74-0787 Genre de bâtisses: une bâtisse commerciale 1 étage.

182-74-0788 une bâtisse commerciale 1 étage.

GROUPE No 60

Dossier: 182-74-0821 4 bâtisses d'un (1) étage industrielles.

182-74-0821 1 bâtisse de 2 étages industrielle.

RE: PLAN: 562-1-J
CADASTRE OFFICIEL: Village D'Hochelega
COMTE: Maisonneuve

GROUPE No 37

Dossier: 182-74-1797 Genre de bâtisses: 2 bâtisses résidentielles avec dépendance. 3 étages chacune.

182-74-1799 1 bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

GROUPE No 36

Dossier: 182-74-1800 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

182-74-1800 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

RE: PLAN: 563-1-J
CADASTRE OFFICIEL: Village D'Hochelega
COMTE: Maisonneuve

GROUPE No 38

Dossier: 182-74-1734 Genre de bâtisses: une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

182-74-1735 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

182-74-1737 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

GROUPE No 39

Dossier: 182-74-1733 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

182-74-1736 une bâtisse résidentielle avec dépendance. 3 étages.

GROUPE No 40

Dossier: 182-74-1730 une bâtisse résidentielle.

526-536, rue Ville-Marie

5049 est. rue Notre-Dame avec 542 Vimont

527-537, rue Ville-Marie

528-538, rue Vimont

5059 est. rue Notre-Dame

527-537, rue Vimont

5955, rue Souigny

5965, rue Souigny avec 2260 rue Cadillac

2310, rue Haig

2310, rue Haig

533-537, ave William-David et

527-531, ave William-David

530-540, ave Bennett

522-526, ave William-David

528-532, ave William-David

525-531, ave Bennett

528-534, rue Aird

530-540, ave Bennett

532-536, rue Sicard

527-531, rue

101 Propriétés à vendre

705	Gardiennes	837	Bicyclettes	924
707	Hépatite prius	843	Chromatologie - Sépéties	925
708	Services d'été	843	Rémerque - Roulottes	927
709	Remboursement	845	Cliniques d'autos	928
	Imprimerie	846	Réparations d'autos et de camions	929
	Commerçants - Transport		Pneus	930
	Diagnostic	851	Accessoires d'autos et de camions	931
	Taxes de livres		Autres - Camions à louer	932
801	Déclarations d'impôts	853	Autobus	934
802	Assurance	855	Camions à vendre	936
803	Cartes professionnelles		Autos - Camions demandés	938
805	Avocats, notaires, médecins, chim.	858	Autos à vendre	940

téléphonez la semaine entre 9 h et 4 h 30 **874-7205**

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

101 Propriétés à vendre

Trust Royal

À VENDRE
"L'ENSEIGNE QUI FAIT VENDRE"

MONTREAL

CARTIERVILLE
Edifice commercial
5883 Gouin, édifice comprenant 2 magasins et 3 bureaux plus 2 logements. Excellents revenus. Dolores Bisson, 735-2681 ou 342-4930.

ROSEMONT
2351 Jean-Talbot
Restaurant plus épicerie et 24 places, bûche de Noël, 15 ans. Excellente condition. Dolores Bisson 735-2681 ou 342-4930.

CENTRE-VILLE
Avenue Ontario
Spacieux cottage détaché. Salon, salle à dîner séparés, 5 chambres, 2 salles de bain, 4 cabinets de toilette, immense cuisine, jardin, garage, Française Sicotte, 735-2681 ou 342-3737.

ST-LAURENT
Secteur Toupin-Baker
Cottage moderne et vraiment impeccable situé près des écoles, transport et parc, 3 chambres à coucher, salle à dîner, 1 1/2 chambre de bain, sous-sol fini, garage double. Rare occasion à prix raisonnable. Exclut. André Leloup 735-2681 ou 342-4930.

ROSEMONT
5617-5653 Lafond
Pres de la 13e Avenue, Quadruplex en pierre, 6, 7, 2 1/2 pièces. Prix demandé \$39,900. Mme E. Brodeur 735-2681 ou 342-3518.

CARTIERVILLE
Bungalow dégage
4 chambres à coucher, salle à dîner, sous-sol fini avec foyer. Occupation 1er avril 1975. Exclut. André Leloup 735-2681 ou 342-4930.

ANJOU
Spacieux triplex semi-détaché, avec four, bain et 4 galeries d'Anjou, grand 5 pièces, magnifiquement décoré, salle de séjour, foyer naturel, salle de toilette-chambre de maîtres. Haut 24 pièces. Bachelier au sous-sol 13 pièces, chauffage électrique. Hypothèque 75%. Comptant \$25,000. Aussi autre bon choix de duplex. Information: J.M. Marcotte 354-0360, soit 351-1555.

CARTIERVILLE
Salahery près O'Brien, zone commerciale, coin de rue, cottage transformé en garderie d'enfants, sous-sol fini, 3 entrées. Idéal pour professionnels. Système d'alarme et détecteur de fumée. Grand terrain clôturé. Facilité de transport, centre d'échats, etc. Exclut. Laurette Côté 735-2681 ou 342-4930.

CÔTE-DES-NEIGES
Immeuble d'appartements
2770 Gouin près de Wilderton, 24 unités, 1243 sq. ft., \$240,000. Comptant \$20,000. Revenu \$10,000. Prix \$212,000. Hypothèque de \$70,000 à 7 1/2% en 1985. Solde de la vente après le vendeur à 99¢. E. Brodeur 735-2681 ou 342-3518.

POINTE-AUX-TREMBLES
Duplex détaché, pierre et brique, bonne construction, fenêtres aluminées, 2 1/2 salles de bain, de jeu, sous-sol, garage. Information: Mme A. David 354-0360, soit 351-1555.

EST DE MONTREAL
Superbe cottage en pierre, coin de rue, salon avec foyer, cuisine, chambre à coucher, installation luxueuse et soignée, 2 garages, terrain 30 x 106. Inf. Clementine Brunelle, 273-7611, soit 348-2843.

ANJOU
Cottage semi-détaché, 6 pièces, garage, près de toutes les commodités. Comptant \$5,000. Information: Jacques Jaber 354-0360, soit 352-6776.

MERCER
Cottage 6 pièces, garage, face deux olympiques, futur métro. Comptant \$5,000. Information: Jacques Jaber 354-0360, soit 352-6776.

LOUIS-VEILLUT
PRES-SHERBROOKE
Duplex 5 pièces, 3 chambres, plus 1 pièce au sous-sol, garage, très bien situé. Prix \$27,000. Information: Jacques Beaulieu 354-0360, soit 352-8760.

ST-LEONARD
Duplex semi-détaché, eau chaude, tapis mur à mur, très grande salle familiale, salle de lavage, chambre pour, terrain clôturé, (Frost). Prix \$60,000. Information: Jacques Beaulieu 354-0360, soit 352-8760.

MONTREAL-NORD
Bungalow détaché en pierre, pièces, brique et Alcan, 5 1/2 pièces plus sous-sol et garage. Rati sur terrain 52 x 200. Système de chauffage eau chaude, chaudière aluminée partout. Comptant \$10,000. Occupation immédiate. Information: Michel Starnino 354-0360, soit 321-4889.

18 bureaux dans la région métropolitaine pour vous servir

Anjou	354-0360	Huntingdon	1-264-3693
Beaconsfield	697-1840	Hudson	876-2720
Beloeil	497-9362	Plaza St-Hubert	74-9481
Brossard	672-0235	Longueuil	451-0308
Châteauguay	691-5955	Montreal-Ouest	697-5710
Chomedey	688-8855	Pontre-Claire	684-4746
Dorval	636-9610	Rosboro	735-2681
Centre-Ville	876-8393	V. Mont-Royal	932-2936
Duvernay	667-5261		

Aussi bureaux à: Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Knowlton, Hull

92 BUREAUX DANS TOUT LE CANADA
Trust Royal "CA VOUS REUSSIRA"

RUE LIBERTÉ

Triplex, 3 grands 5 1/2 pièces, tous les finis. Construction 1965. Coin de rue. Beau secteur, rez-de-chaussée, 1900, 1er et 2e étages. Prix \$42,500. Information: J.A. Deschamps 354-0360, soit 343-6719.

ROSEMONT
Bungalow détaché 5 pièces, sous-sol bien fini en pin nouveau, jardin paysagé 30 x 40, garage. Situé près de toutes commodités. Face au parc, Louisiane. Prix \$39,900. Exclut. de H. Guenée, soit 354-0360, soit 352-6776.

ANJOU
Bungalow détaché carport, 5 1/2 pièces, sous-sol fini et une chambre additionnelle. Anjou: Cottage Town House, 5 pièces, salle de jeu, hypothèque à 6 1/2%. Fenêtres neuves, porte-patio. Information: J.C. Goyer 354-0360, soit 351-1555.

ATTENTION PROFESSIONNEL
BOUL. GOUIN OUEST
PRES HOPITAL
SACRE-COEUR
Magnifique triplex colonial détaché, maison de constructeur, rez-de-chaussée 10 pièces, salle à dîner, salle de séjour, bureaux, chauffage électrique, haut 24 pièces, coin de rue. M.S. Information: J.M. Marcotte 354-0360, soit 351-1555.

REPENTIGNY
Très beau bungalow 1973, grand 5 1/2 pièces, sous-sol fini, salle de jeu avec foyer, chambre et salle de bain complètes. Secteur résidentiel. Vente. Inf. Mme A. David, 354-0360, soit 351-1555.

NOUVEAU BORDEAUX
Bungalow 6 pièces, sous-sol fini, garage, magnifique terrain paysagé. M.S. Inf. Maurice St-Louis, 274-9491, soit 351-1555.

TRENTAULTVILLE
Pres Sherbrooke, bungalow 4 pièces, sous-sol fini, très luxueux. Inf. Maurice St-Louis 274-9491, soit 351-1555.

ROSEMONT
Rue St-Zotique
Duplex 2 1/2 pièces, très bonne condition, garage, grand terrain, porte-patio, garage. Information: Mme A. David 354-0360, soit 351-1555.

EST DE MONTREAL
Superbe cottage en pierre, coin de rue, salon avec foyer, cuisine, chambre à coucher, installation luxueuse et soignée, 2 garages, terrain 30 x 106. Inf. Clementine Brunelle, 273-7611, soit 348-2843.

ANJOU
Cottage semi-détaché, 6 pièces, garage, près de toutes les commodités. Comptant \$5,000. Information: Jacques Jaber 354-0360, soit 352-6776.

MERCER
Cottage 6 pièces, garage, face deux olympiques, futur métro. Comptant \$5,000. Information: Jacques Jaber 354-0360, soit 352-6776.

LOUIS-VEILLUT
PRES-SHERBROOKE
Duplex 5 pièces, 3 chambres, plus 1 pièce au sous-sol, garage, très bien situé. Prix \$27,000. Information: Jacques Beaulieu 354-0360, soit 352-8760.

ST-LEONARD
Duplex semi-détaché, eau chaude, tapis mur à mur, très grande salle familiale, salle de lavage, chambre pour, terrain clôturé, (Frost). Prix \$60,000. Information: Jacques Beaulieu 354-0360, soit 352-8760.

MONTREAL-NORD
Bungalow détaché en pierre, pièces, brique et Alcan, 5 1/2 pièces plus sous-sol et garage. Rati sur terrain 52 x 200. Système de chauffage eau chaude, chaudière aluminée partout. Comptant \$10,000. Occupation immédiate. Information: Michel Starnino 354-0360, soit 321-4889.

CHATEAUBRIAND
pres metro triplex
1 1/2 et 4 1/2, système pour le bas, cheminée naturelle, sous-sol avec 1 pièce finie, garage, occupation 30 ans, bon revenu, hypothèque intéressante. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

PIE-IX
pres Beloeil
Triplex de grand standing, 13 pièces pour le rez-de-chaussée, 4 garages chauffés, terrain de 9000 pieds carrés, possibilité de faire un 5 pièces au sous-sol. Prix \$81,500. M.S. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

MONTREAL-NORD
District très résidentiel près de la gare, bungalow split-level sur 4 niveaux détaché, garage, grand terrain, excellente condition, 6 pièces, plus deux, 2 salles de bain, 45,000. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

MONTREAL-NORD
District très résidentiel près de la gare, bungalow split-level sur 4 niveaux détaché, garage, grand terrain, excellente condition, 6 pièces, plus deux, 2 salles de bain, 45,000. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

MONTREAL-NORD
District très résidentiel près de la gare, bungalow split-level sur 4 niveaux détaché, garage, grand terrain, excellente condition, 6 pièces, plus deux, 2 salles de bain, 45,000. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

MONTREAL-NORD
District très résidentiel près de la gare, bungalow split-level sur 4 niveaux détaché, garage, grand terrain, excellente condition, 6 pièces, plus deux, 2 salles de bain, 45,000. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

MONTREAL-NORD
District très résidentiel près de la gare, bungalow split-level sur 4 niveaux détaché, garage, grand terrain, excellente condition, 6 pièces, plus deux, 2 salles de bain, 45,000. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

MONTREAL-NORD
District très résidentiel près de la gare, bungalow split-level sur 4 niveaux détaché, garage, grand terrain, excellente condition, 6 pièces, plus deux, 2 salles de bain, 45,000. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

MONTREAL-NORD
District très résidentiel près de la gare, bungalow split-level sur 4 niveaux détaché, garage, grand terrain, excellente condition, 6 pièces, plus deux, 2 salles de bain, 45,000. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

MONTREAL-NORD
District très résidentiel près de la gare, bungalow split-level sur 4 niveaux détaché, garage, grand terrain, excellente condition, 6 pièces, plus deux, 2 salles de bain, 45,000. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

MONTREAL-NORD
District très résidentiel près de la gare, bungalow split-level sur 4 niveaux détaché, garage, grand terrain, excellente condition, 6 pièces, plus deux, 2 salles de bain, 45,000. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

DUPLIX rue Roi-Henri

à Ville d'Anjou
2 1/2, sous-sol fini, garage en avant, très bien entretenu et très propre, libre le 1er mai. Prix \$40,000. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

ST-MICHEL
10e Avenue, duplex 2 1/2, avec sous-sol cimenté de 8 pièces, garage, chauffage pour le bas, 220, prix demandé \$39,000. Comptant à discuter, le bas libre le 30 juin 1975. Inf. Armand Edery, 274-9491, soit 347-9873.

POINTE-AUX-TREMBLES
Cottage semi-détaché, 4 chambres, garage 1974, chauffage électrique, porte-patio, 1 1/2 salle de bain. M.S. Demande \$24,000. Information: J.C. Goyer 354-0360, soit 351-1555.

LAVAL
LORRAINE
Bungalow de style espagnol, 4 pièces, 3 chambres à coucher. Garage. Sous-sol prêt à finir avec foyer. Magnifique terrain de 10,000 pieds carrés. Piscine 21' diamètre. Marie-Luce Alary Parent, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

ST-EUSTACHE
Bungalow en brique, 5 pièces, 4 chambres à coucher. Très beau terrain paysager. Fleurs. Excellente construction. Quartier résidentiel. Marielaine Alary Parent, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

ST-VALENTIN-DE-PAUL
Bungalow de pierre et brique. Secteur résidentiel. Terrain de 60x140, 10 pièces de bonnes dimensions. Salle familiale au sous-sol. Garage. Elio Prevost, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

ST-FRANCOIS
Bungalow en clapboard d'aluminium, 4 chambres, 2 salles de bain, 10x140. Terrain 100x100. Maison impeccable. Garage à la maison du sous-sol. Vue magnifique sur la rivière. Elio Prevost, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

LAVAL-DES-RAPIDES
Rue Tourangeau, coin de l'Église, Bungalow détaché. Brique, 7 pièces, 3 chambres à coucher. Chauffage central à l'eau chaude. Salle de jeu finie avec fournaise servant de foyer. Bar, etc. Prix acceptant \$32,000. Comptant \$6,000 au plus. Réduisez-vous avec agent seulement. Adrienne Rouleau, Jour: 667-5261, Soir: 621-0258.

STE-THERESE-EN-HAUT

Beau cottage détaché bati en 1973, pierre et aluminium, 6 pièces. Salle à dîner avec foyer en brique. Garage double. Résidentiel du Carre Vaux. Occupation immédiate. Venez voir. M.L.S. A. Charbonneau, 688-8855, 625-9294.

RIVE SUD

Qualité, confort, espace. Très bonne construction. Spacieux bungalow pierre et brique. Garage double. Foyer naturel. Wet-Bar, cellier, 9,700 pi. ca. de terrain paysager professionnellement. Piscine hors terre. Beau coup d'extra. A voir. Comptant demandé \$10,000. M.L.S. Andrieu Gratton, 655-8085, 655-9475 ou 651-4909.

GREENFIELD PARK
Cottage de ville en brique, 5 1/2 pièces. Grand salon, salle à dîner avec portes patio. Accès à la piscine et centre récréatif. Excl. Jacqueline LaFaire, 671-5461.

ST-BRUNO
Profitez de cette occasion, avant l'augmentation du printemps. Pour \$35,500. Prenez-vous ce joli bungalow très propre, 3 chambres à coucher. Portes patio dans la salle à dîner. Chauffage électrique. Hyp. à 10%. M.L.S. Andrieu Gratton, 655-8085, 655-9475 ou 651-4909.

ST-LAMBERT
La vie possible du condominium. A vous d'en profiter. Superbe propriété de 4 chambres à coucher. Foyer au salon, salle de famille, 3 salles de bain. Garage. Très bien payé. Occupation immédiate si vous le souhaitez. Excl. M. Monique Patenaude, 671-4725 ou 651-4909.

BOUSSARD
Rue Bienville
Très beau bungalow détaché. Salle de séjour, garage, piscine chauffée, patio, cabanon, etc. Comptant \$10,000. M.S. Inf. Evelyne Belanger, 274-9491, soit 347-9873.

BOUSSARD
Maison familiale pour grande famille dans le grand hwy, 8 grandes pièces avec 4 chambres à coucher sur le même plancher, très propre avec tapis mur à mur, foyer naturel, 2 garages, transfert pour \$55,000. M.S. Yves Lefebvre, 671-4725 ou 672-0235.

BOUSSARD
Maison type ranch, 5 chambres à coucher, salle à dîner, foyer, sous-sol fini, garage chauffé, 10,000 pi. ca. terrain, piscine, très propre. Prix intéressant. M.S. Jean Esteban 672-6450 ou 672-7373.

BOUSSARD
Bungalow 2 cuisines, 2 salons, 2 chambres de bain, entrées séparées, \$15,500. Comptant. M.S. Gaston Lachance 672-6450 ou 672-7373.

BOUSSARD
Split-level, 8 pièces, beau secteur, salle à dîner séparée, grand terrain, piscine, très propre. M.S. Jean Esteban 672-6450 ou 672-7373.

BOUSSARD
Bungalow 2 cuisines, 2 salons, 2 chambres de bain, entrées séparées, \$15,500. Comptant. M.S. Gaston Lachance 672-6450 ou 672-7373.

BOUSSARD
Split-level, 8 pièces, beau secteur, salle à dîner séparée, grand terrain, piscine, très propre. M.S. Jean Esteban 672-6450 ou 672-7373.

BOUSSARD
Bungalow 2 cuisines, 2 salons, 2 chambres de bain, entrées séparées, \$15,500. Comptant. M.S. Gaston Lachance 672-6450 ou 672-7373.

BOUSSARD
Split-level, 8 pièces, beau secteur, salle à dîner séparée, grand terrain, piscine, très propre. M.S. Jean Esteban 672-6450 ou 672-7373.

BOUSSARD
Bungalow 2 cuisines, 2 salons, 2 chambres de bain, entrées séparées, \$15,500. Comptant. M.S. Gaston Lachance 672-6450 ou 672-7373.

BOUSSARD
Split-level, 8 pièces, beau secteur, salle à dîner séparée, grand terrain, piscine, très propre. M.S. Jean Esteban 672-6450 ou 672-7373.

BOUSSARD
Bungalow 2 cuisines, 2 salons, 2 chambres de bain, entrées séparées, \$15,500. Comptant. M.S. Gaston Lachance 672-6450 ou 672-7373.

BOUSSARD
Split-level, 8 pièces, beau secteur, salle à dîner séparée, grand terrain, piscine, très propre. M.S. Jean Esteban 672-6450 ou 672-7373.

La FNEQ: la sécurité d'emploi d'abord

par Madeleine
BERTHAULT

A la veille des négociations, la FNEQ (Fédération nationale des enseignants du Québec) demande au gouvernement et aux cégeps de ne pas mettre en disponibilité des professeurs tant que les parties négocieront la question de la sécurité d'emploi.

"Il s'agit d'un geste préventif", a souligné Francine Lalonde, présidente de la FNEQ (CSN), au cours d'une conférence de presse. La FNEQ regroupe les enseignants de 38 cégeps et campus régionaux.

"Au moment où les parties sont sur le point de négocier la question très importante de la sécurité d'emploi pour les professeurs de cégeps, il serait absurde de mettre à pied des professeurs à l'expiration d'un décret.

Ce serait une véritable provocation", a ajouté Mlle Lalonde. Ce serait également injuste envers les enseignants du collégial, puisque les auteurs du rapport Nadeau recommandent qu'on accorde cette sécurité d'emploi.

Dans les cégeps, les mises en disponibilité doivent être annoncées le 1er avril. Elles se font sur la base de prévisions, "à la fois incomplètes et imprécises".

Durant les dernières années de nombreux professeurs ont été mis à pied en avril puis réengagés dans les mois qui suivent, soit mai, juin et même septembre. "Mais personne ne peut être sûr d'être réengagé et cela provoque inquiétude, mécontentement, rancœur, insécurité", déclare la FNEQ.

Cependant, ajoute-t-on, l'an dernier, "plusieurs collèges plus compréhensifs ont réussi à garder tous leurs professeurs en défendant même la norme du ministère de l'Éducation".

En fait, la FNEQ demande qu'on assure aux professeurs, pour cette année, un emploi "jusqu'à ce qu'on ait trouvé une solution satisfaisante au problème de la sécurité d'emploi par une négociation en bonne et due forme".

Toujours au chapitre de la sécurité d'emploi, la FNEQ dénonce le rapport Cleese qui "modifie le régime pédagogique, certains cours de mathématiques, physique et français, considérés comme prérequis pour réussir à l'université, soient abolis et remplacés par un seul cours". Ceci aurait pour effet que les cégeps auraient besoin d'un moins grand nombre de professeurs dans ces matières. Donc mises à pied à prévoir.

Quant au rapport Nadeau, bien qu'il recommande la sécurité d'emploi d'un côté, il préconise l'abolition de tous les cours de philosophie, de français et d'éducation physique comme cours requis pour la culture générale des étudiants au niveau collégial, contrairement au rapport Parent.

Face à cela, la FNEQ se demande comment le rapport Nadeau pourrait accorder la La FNEQ insiste pour que sécurité d'emploi annoncée, ce ne soit pas les professeurs qui fassent seuls les frais d'un changement de régime pédagogique.

Dollard-des-Ormeaux : les cols bleus débraieraient

Dollard-des-Ormeaux, en banlieue ouest de Montréal, risque d'être privée de ses employés manuels et de ses cols blancs le 9 avril.

Les 80 employés manuels, affiliés à la Fédération des employés municipaux et scolaires, une petite centrale de syndicats indépendants, réclament \$1.50 l'heure d'augmentation par année pour un contrat de deux ans, et un montant forfaitaire de 500 pour contrer les hausses du coût de la vie de 1974.

La Ville s'en tient toujours à son offre d'augmentation de 62 cents l'heure par année, sans clause d'indexation ou montant forfaitaire.

La conciliation ne semble avoir rien donné jusqu'ici et les syndicats, tout comme les 35 fonctionnaires cols blancs, s'inspatient.



LE JOUR

JEUDI 13 MARS Aujourd'hui et mercredi JOURS D'ACHAT AVANT LA VENTE

Venez profiter de ces articles-vedettes du "Jour" et de nombreux autres non annoncés aux 4 magasins Simpsons
• En ville • Fairview • Les Galeries d'Anjou • Le Carrefour Laval



Jolis ensembles pour le printemps

Prix du "Jour"

16⁹⁹

A. Voici un charmant ensemble à un prix modique. Jersey 100% polyester, lavable et sans repassage. Tunique à manches longues, cravate nouée à l'encolure. Jupe évasée avec élastique souple à la taille. Tons unis de bleu, menthe ou jaune. Tailles 12 à 18.

B. Non représenté. Modèle avec tunique à manches longues, cravate nouée à l'encolure et jupe plissée. Imprimé floral multicolore sur fond naturel. Tailles 12 à 18.



Achat spécial! Élegants manteaux pour toutes

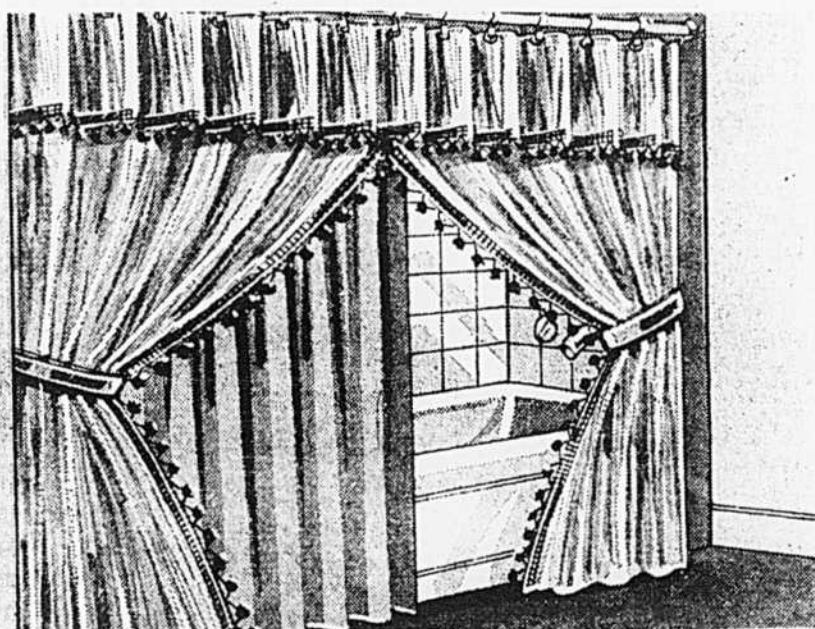
Prix du "Jour"

24⁹⁹

Profitez du prix du "Jour" pour vous procurer votre manteau de Pâques. Un seul modèle est représenté parmi notre imposante sélection. Un choix varié vous attend dans des tissus en acrylique ou laine mixte; carreaux, motifs fantaisie ou unis. Coloris gais clairs ou foncés. Tailles 12 à 20 et 16 1/2 à 24 1/2 dans le groupe.

Tous les modèles non disponibles dans toutes les couleurs. Pour achat en personne seulement

Rayon 778 au sous-sol. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.

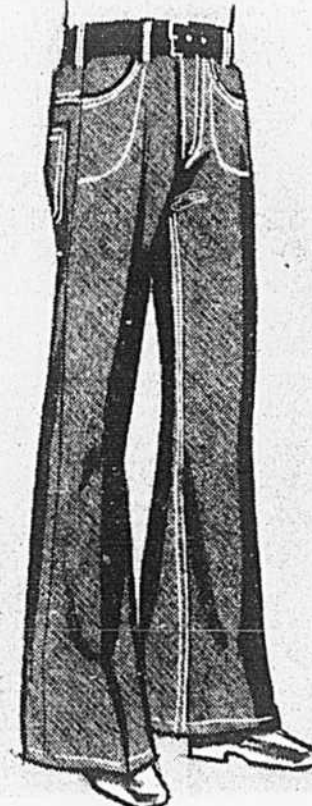


Ens. rideaux de douche

Prix du "Jour" **12⁹⁹**

Voici un ensemble de rideaux de douche en vinyle durable aux motifs marbrés dont vous ne saurez vous passer. Faciles à entretenir avec un chiffon humide, il se compose de deux panneaux aux motifs marbrés de 36" x 72" chaque, d'une doublure assortie en vinyle de ton uni 72" x 72", d'un volant de 12" x 72" et de deux embrasses. Tons de rose, bleu, noir, vert, or, lilas ou blanc. Rideaux de fenêtre assortis disponibles dans toutes les couleurs sauf lilas, dim. 34" x 54" **6.99** pai.

Rayon 751 au quatrième. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.



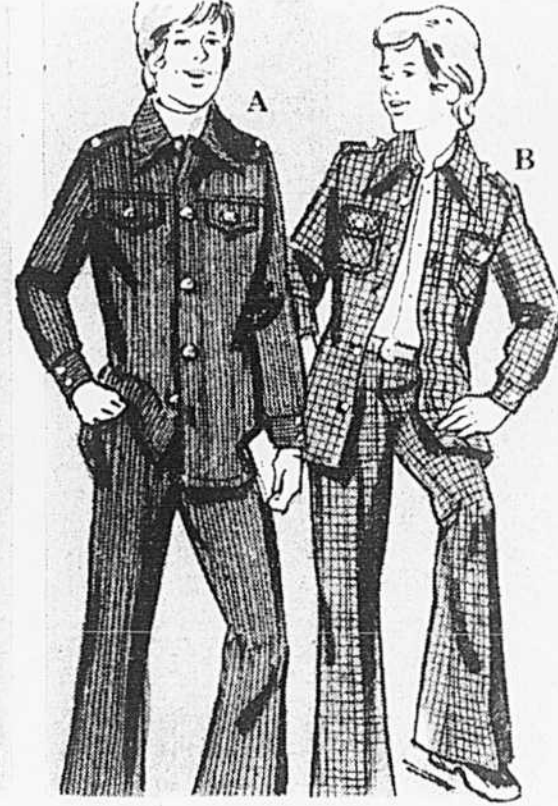
Jeans T-Kay imparfaits

Imp. de qual.
rég. 7.95 à 10.95

5⁹⁹
ch. 2⁵¹¹

Choix de pantalons à jambes et assises en 3 tissus pré-retrécis: coton coté, twill ou coton brosse. Les petites imperfections n'affectent pas leur durée. Marine, brun, beige, bleu clair. Tailles fortes ou minces dans le groupe 8 à 18.

Donner second choix de tissu.



Ens. en polyester pour les jeunes

Prix du "Jour"

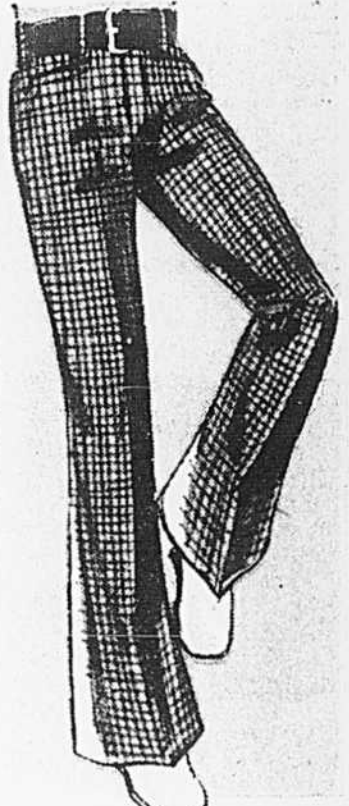
15⁹⁹

Pour les garçons! Un modèle tout nouveau... pour le printemps... la veste-chemise style militaire. Pantalon évasé assorti, passants de ceinture.

A. Modèle 100% polyester, motifs à carreaux, beige ou bleu.

B. Modèle 100% coton, tons unis de naturel, bleu moyen ou beige, garniture de clous au col et aux rabats des poches.

Rayon 788 au sous-sol. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.

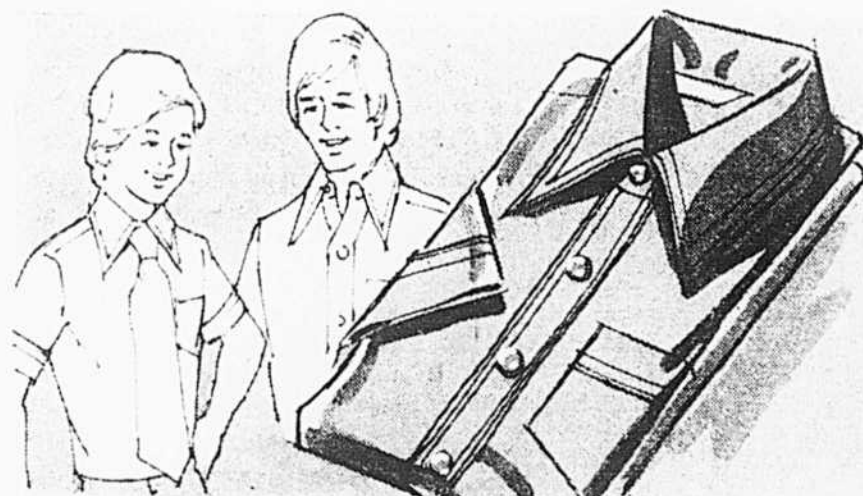


Pantalon en coton quadrillé

Prix du "Jour"

2⁹⁹

Une autre nouveauté... Pantalon 100% coton, 2 toiles profondes, passants de ceinture, machine retreussée, support d'orteils.

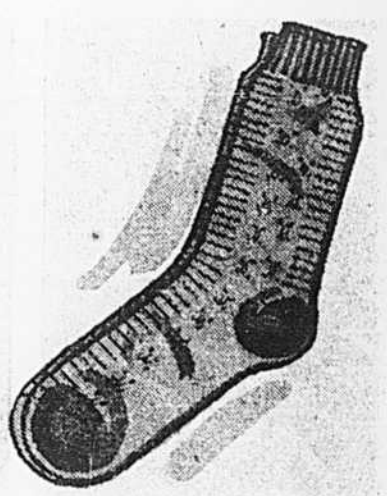


Chemises printanières en tricot

Prix du "Jour" **2⁶⁹**

Pour les jeunes étudiants! Chemises 65% coton 35% polyester si confortables pour l'école. D'entretien facile. Modèles à manches courtes, col à longues pointes, poche plaquée. Beige, bleu poudre, blanc. 8 à 16.

Rayon 788 au sous-sol. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.

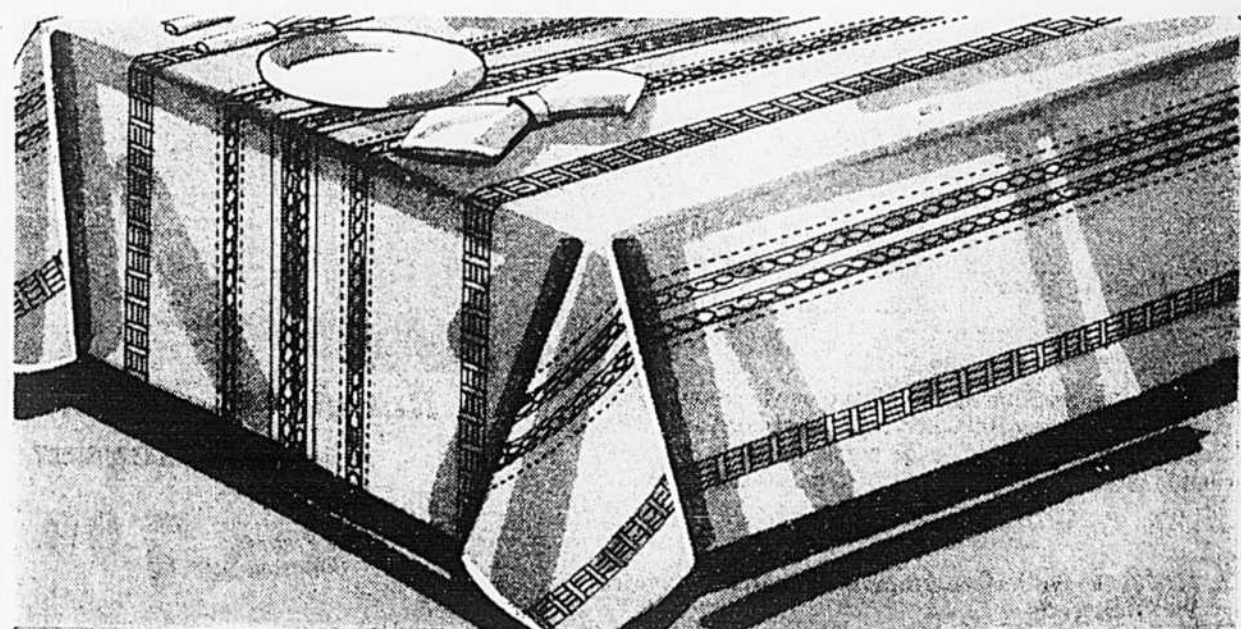


Chaussettes cousinées

Prix du "Jour"

55^c 11⁹⁹

Pour le garçon actif! Des chaussettes extensibles 65% coton 35% nylon, d'un confort sans égal. Cotes fantaisie. Blanc, bleu, brun, vert. Une seule pointure 8 à 10.



Nappes de table de Sleater "Courtrai"

Une offre que vous ne pouvez manquer! Nappes pratiques 100% rayonne "Fibro", rebelles aux taches. Se lavent et séchent à la machine. Aucun repassage. Rose clair, or, vert mousse, jaune, blanc.

Dim.	Vente	Dim.	Vente
52" x 52"	8.78	60" x 90" ovale	16.78
52" x 70"	11.18	60" x 104"	19.98
60" x 90"	15.98	68" ronde	17.58
		Serviettes 17" x 17"	1.43 ch.

La nappe 52" x 52" n'est pas disponible dans les tons de blanc et jaune.

Rayon 751 au quatrième. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.



COMPOSEZ 842-7221 JOUR ET NUIT...

Achetez par téléphone 24 h. par jour... 7 jours par semaine.



LE JOUR

JEUDI 13 MARS

Aujourd'hui et mercredi
**Jours d'achat
avant la vente**

Venez profiter de ces aubaines du "Jour" et de nombreuses autres. En vente aux 4 magasins Simpsons:

En ville
Fairview

Les Galeries d'Anjou
Le Carrefour Laval

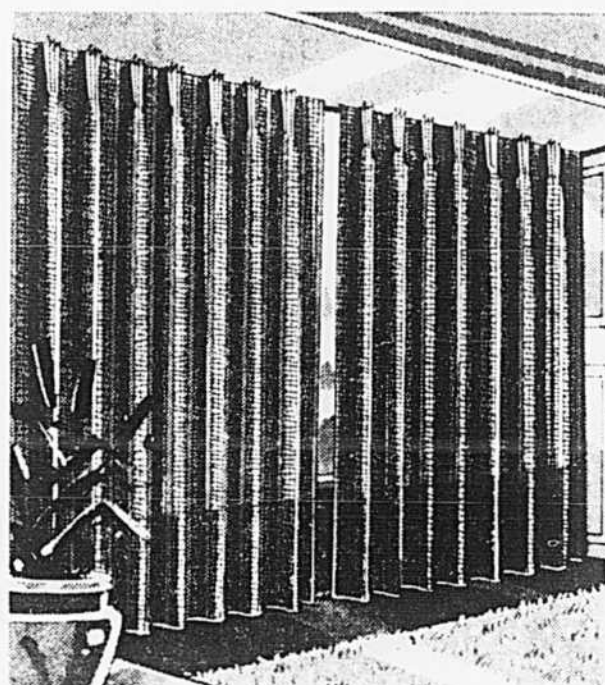


**Ensembles jupes et
pull printemps '75
à la boutique "E3"**

Prix du "Jour" **13⁹⁹**

Quoi de plus pratique et féminin qu'un de ces adorables coordonnés en tricot 100% acrylique lavable et facile d'entretien. Jupes ligne "A", avec bande de taille élastique, chandails à manches longues, 3 différents modèles. Tailles P.M.G.

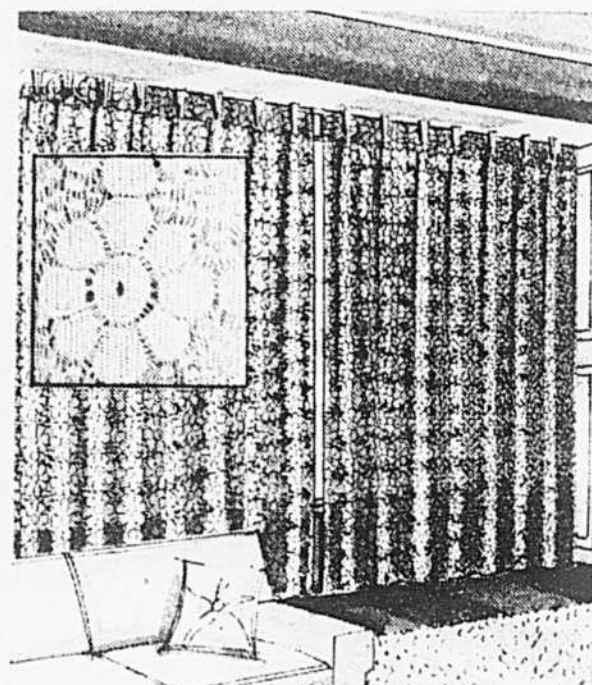
- A. Modèle avec glissière. Imprime devant bleuivoire, vert/ivoire.
B. Encolure en V. Rayures multicolores avec cotele uni à l'encolure, bande de taille et aux poignets. Bleu cendre ou rose cendre.
C. Encolure en V, garniture de dentelle aux épaules. Ton vert, bleu, rose.



**Tentures fibre de verre
faciles d'entretien**

Prix du "Jour"
144" x 95" **17⁹⁹**
la pair.

Redonnez un air jeune et frais à vos fenêtres avec ces tentures mur à mur en fibre de verre. Lavables, elles sechent en s'égouttant et ne demandent aucun repassage. Tête à plis pincés, ourlets finis 3". Couleurs attrayantes de: or, bleu, melon, vert, lilas.



**Rideaux 100% polyester
motif dentelle ancienne**

Prix du "Jour"
Dim. 120 x 95" **19⁹⁹**
la pair.
144 x 95" **23⁹⁹**
la pair.

Donnez un cachet bien particulier à vos fenêtres pour le printemps!... Habillez-les avec ces rideaux de confection canadienne, 100% polyester d'entretien facile. Ils se lavent à la main, sechent en s'égouttant et ne requièrent aucun repassage. Tête à plis pincés, ourlets 3". Offerts dans un superbe motif dentelle ancienne dans les tons de blanc, ecru, or, melon, brun.

COMPOSEZ 842-7221... JOUR ET NUIT
achetez par téléphone 24 h. par jour... 7 jours par semaine.

Rayon 792 au sous-sol. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.



**Rabais \$4 — Chemisiers
de coupe seyante**

Prix rég. Simpsons \$12 **7⁹⁹**

Une aubaine à ne pas manquer... des chemisiers à manches longues, 50% polyester/50% coton d'entretien facile, offerts à prix d'aubaine! De confection canadienne renommée, ils sont à la toute dernière mode. Choix de marine, blanc, jaune, bleu clair. Tailles 7 à 13.



**Serviettes "Camtex"
de qualité imparfaite**

Prix du "Jour"
Bain **2/3⁵⁰** Essuie-main **2/2²⁰** Debarbouillette **2/1²⁰**

Simpsons vous offre pour célébrer "Le Jour", ces serviettes 100% coton de marque "Camtex". Leurs légères imperfections n'affectent ni leur apparence, ni leur durabilité. Choix de motifs jacquard, imprimés fantaisie et tons unis or, bleu, rose, lilas et vert. Motifs ou tons unis non assortis. Commandes sur coloris et dimensions seulement.

Rayon 792 au sous-sol. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.

*Pour les
Clientes Attirées
du
"Salon Vendôme"*

**Sélection d'impers
pour les élégantes**

Prix rég. Simpsons '100 à '150

\$75 à \$109

Voici l'occasion tant attendue... Une sélection d'imperméables pour satisfaire tous les genres et tous les goûts... Simpsons vous offre des modèles enveloppants, boutonnés devant, confectionnés en canevas traité contre la pluie. Tons de marine, noir, beige, or ou rouge. Tailles 8 à 16 dans le groupe.

Venez dès aujourd'hui choisir l'imperméable qui saura vous plaire!

En ville seulement:
20 seulement, robes de mariées
modèles échantillons **\$15 ch.**

Rayon 793 au troisième. Aussi Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.
Pour achat en personne seulement.

**Grand solde!
Draps et taies
d'oreiller de
marque "Cannon"**

Prix du "Jour"

Jumeau plat et housse	Double plat et housse	"Queen" plat et housse
4⁷⁹ ch.	5²⁹	7⁹⁹ ch.

Taies d'oreiller **2⁵⁹** par.

Voici une offre spéciale à l'occasion du "Jour" chez Simpsons! Faites donc dès maintenant une ample provision de draps et taies d'oreiller 50% polyester/50% coton qui ne nécessite aucun repassage. De marque renommée "Cannon" ils vous sont offerts dans un motif guingam, attrayant et très à la mode, dans les tons de bleu, or, rose, vert. Jumeau plat 72" x 100", housse 39" x 75". Double plat 81" x 100", housse 54" x 75". "Queen" plat 90" x 110", housse 60" x 80". Taies d'oreiller 42" x 33". Jumeau, ton or en quantité limitée seulement. Donner second choix de couleur.

Dim. King **9.99 ch.**
Pour achat en personne seulement

Rayon 792 au sous-sol.
Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.

**COMPOSEZ 842-7221...
JOUR ET NUIT**

COMPOSEZ 842-7221... JOUR ET NUIT

Achetez par téléphone 24 heures par jour... 7 jours par semaine

ultimode chez Simpsons

Venez dès maintenant et jusqu'au samedi 12 avril.

"Ultimode"... un cahier en couleur mettant en vedette des vêtements haute mode pour le printemps et l'été. Faites votre choix dès maintenant et jusqu'au samedi 12 avril (ou jusqu'à épuisement du stock).
Composez 842-7221... jour et nuit!

